

un écrivain des prisonniers en exil, se demandant les alarmistes, l'autre d'insinuer avec plus de vraisemblance que c'était un de  
 de  
 en

Bâti à l'entrée d'un défilé étroit, sur un roc, vers les pentes sablonneuses, revêtues çà & là de quelques plantes, pour ressortir la sombre teinte des murs, le fort de Joux domine les gorges de la Cluse & de l'Arrière, la route entre Neuchâtel et celle de Lausanne, on ignore l'époque de sa fondation: elle remonte aux premiers siècles de notre histoire & il faut s'en rapporter aux traditions du pays, qui en font la résidence féodale d'une des plus anciennes familles de la Franche-Comté. Dans les troubles du moyen-âge, le fort de Joux devait être un admirable point de défense, avec les trois ponts levés qui l'isolent au-dessus du ravin, la forme de rocher sur lequel il se trouve à quelques pas, comme une tour naturelle & d'où la domination en amont & en aval assurait la sécurité. Les fortifications, la route creusée dans le roc, à ses pieds, & au-dessus de laquelle vous le voyez planer avec son air protecteur au-dessus de la bruyère (1).

Les deux habitants du fort sont à l'heure qu'il est, des vétérans, qui s'étonnent d'acquiescer tranquillement à une existence communie au milieu du tumulte & de l'activité du camp. Sur l'ordonne n'est pas dans accord avec celle de leur vieux maître de pierre; aussi pour eux, c'est un plaisir d'en faire les honneurs à l'étranger. Ils lui montrent avec complaisance le magnifique spectacle qui se déroule aux yeux du haut de ces cimes pyramidales: les montagnes abruptes, les vallées arrosées par le travail de l'industrie, les châteaux étagés aux flancs des collines au-dessus du ravin de Doubs & dans le lointain, la ville de Pontarlier. Ils racontent les souvenirs qui dominent au fort le jour une douloureuse illustration, et dans les traits existent encore. Voici le caveau où mourut, dit-on, une jeune et belle châtelaine, victime de la barbare jalousie de son époux; là, vous remarquerez son point d'écroulement par des prisonniers espagnols, pour tenter une invasion impossible; ici, la prison où Mirabeau & ses compagnons, les premiers décrets de la jeunesse, se commençaient avec Sophie de La Roche, les braves hommes qui devaient finir par le drapeau de Villars & le suicide. Dans les dernières années de la République, le fort de Joux avait conservé son ancien caractère: c'était toujours une prison d'État.

On y avait vu entrer, à cette époque dans la voiture du commandant, un vieux marin, dont l'arrivée avait mis en émoi les curieux du pays & donné naissance à de conjectures plus ou moins fondées. D'où venait-il? Quel était son crime? Ne devait-ce point une conspiration, <sup>le dernier point</sup> (1) <sup>de la prison</sup> de reporter à 1800?







Une sensation au froid très-vive, d'un bruit de clefs arrachèrent le prisonnier à ses réflexions. Le geôlier entra. — Général, dit-il, préparez-vous à recevoir la visite de M. Cafarelli, il vient de la part du premier Consul.

Cette nouvelle réjouit le vieux noir, parce qu'il l'attendait avec impatience. Il avait écrit à Bonaparte qu'il venait de son long séjour au Fort de Joux lui serait funeste, & avait demandé à revenir au Temple, sa première prison (1). Il se disait qu'une fois à Paris, il pourrait obtenir de Bonaparte une entrevue & ainsi il espérait la suite la plus heureuse. Hélas! quand il entendit, dans les corridors, retentir les cris de fusil, et les pas des factionnaires que l'on plaçait à la porte de sa chambre, il ne put se défendre de tristes pressentiments. L'entrée de Cafarelli n'était pas de nature à les dissiper (2).

Son air scrutateur n'échappa point au vieux noir, aussitôt qu'il était à pencher les physiognomies, il entreprit une négociation à soutenir. Cafarelli était une Corse attachée à la famille du premier Consul qui l'employait à des missions délicates, et avait cru, dans cette circonstance, se servir de lui pour gagner le prisonnier & lui arracher, par l'appât de la liberté, son secret jusqu'alors impénétrable. D'après un rapport du capitaine général Leclerc, commandant en chef de l'expédition de Saint-Dominique, & beau-frère du premier Consul, Coussain. L'ouverture avait fait espérer, dans les moines de Capot, des sommes énormes, que l'on évaluait à plus de 40 millions. Mais à quel endroit? on n'avait pu le découvrir. Plusieurs tentatives faites auprès du vieux noir, lors de son arrivée en France, et de son séjour au Temple, avaient échoué contre une silence obstiné. Bonaparte ordonna de le transférer au Fort Joux, espérant que la rigueur du froid & de la captivité le forceraient à parler. Mais quand la demande de Coussain lui fut communiquée, il s'écria qu'avant trois mois, les 40 millions seraient au trésor.

Coussain. L'ouverture s'était levée pour saluer Cafarelli.

— Restez près du général, la saison est bien plus rude pour nous. Si je ne voudrais point que ma visite nous incommodât.

Après avoir déposé son manteau de voyage, il vint s'asseoir en face du prisonnier.

— Vous vous doutez probablement du motif qui m'amène?...

— Ma demande souffrait-elle quelque difficulté? (1) On lisait sur le mur de la pièce du Fort Joux l'ouverture avait été déposée, & nom du vieux général grandement abîmé par lui dans un moment de réflexion, et même l'avait soigné.

Cafarelli n'est pas de la famille du premier Consul, mais de la famille de Coussain.



7.  
- Je comprends, dit-il, après un moment de silence, le dégoût qu'on a vu vous inspirer certaines calomnies, mais sachez bien, général, qu'elles n'ont jamais eu cours auprès du premier Consul. S'il attachait aujourd'hui tant d'importance à la seule condition que je lui ai chargé de vous faire, c'est uniquement pour s'assurer un gage.

- C'est de la prudence, monieur, une vertu que votre gouvernement a raison de pratiquer. Oh! qu'il fait bien de ne pas s'en rapporter à la simple bonne foi! Savez-vous ce qu'il en coûte pour ne pas suivre son exemple? Je vous parlais tout à l'heure du général Dumas. L'ouverture, permettez-moi d'y revenir. Un traité avait mis fin à la guerre de Saint-Domingue. L'on commandait en chef rentré dans la vie privée, s'était fixé sur l'une de ses habitations, près de Goncaves, mais il ne put voir sans douleur le charge pour on écrasait le Chatouille de cette commune, par un mail trop répété de garnisaires. Il écrivit à ce sujet au général Brune, qui lui répondit dans les termes les plus flatteurs, ajoutant même que, pour établir une juste répartition, un temps il aurait besoin de ses connaissances topographiques. Vous savez l'ouverture accepta une réclamation sans s'en rendre compte, il croyait à la parole d'un officier français, comme il aurait dû le croire que l'on eût à la fin, nous voyez, monieur, comme il se trompait. A peine s'était-il éloigné dans la tente du général Brune, qu'un capitaine des gardes parut, se prosterna au pied, lui déclara qu'il le faisait prisonnier, & qu'il le tenait en garde résistante (D. Quelque jours après, monieur, pendant qu'un vaisseau appareillait, pour transporter vers la France, & les cactots, le plus trop redoutable, ou appartenait son, de ceux, un jeune homme, son domestique, coupable, il est vrai, d'une fidélité à tout épreuve. Pensez-vous maintenant que l'ouverture - l'ouverture sache mieux apprécier ce que vaut une réclamation? Et, ne vous apercevez-vous pas, monieur, que vous prêchez en vain?

- Toute autre personne, répartit Gasparelli,

(1) Sanson, près du bourg d'Emercy, était une magnifique habitation où le général Dumas - l'ouverture avait fixé sa résidence. Il pouvait surveiller de là cinq autres possessions situées dans les environs qui formaient son grand domaine, notamment Rouffelière, Deschamps. - En vaine terre son aujourd'hui appartient par une société exploitant la Dracine, vers la Rochelle, comprise d'ami de la vénérable mère de Dumas - l'ouverture, & venue d'Ysaac, décédé il y a quelques sept ans dans cette ville. Ceux qui ont connu le noble émigré gardent de lui un tendre souvenir.

La ville de Goncaves, capitale de la province de l'ouest, résidence d'un commandant Dumas qui était un ami de général Bonaparte, neveu de son neveu Jean l'ouverture, s'agit d'un événement. Que tout par Dumas - l'ouverture







Combien de fois, dans sa prison, leur image  
lui était apparue! Combien de fois il avait ouï le bruit  
hardi de Plauder, et entendue la voix si caressante de sa  
sœur avec quelle joie il s'évase de longues pages, témoignage  
vivant de son affection! La lettre de Plauder lui fut d'une  
amère! (1)

« Cher père, écrivait Plauder, tout le monde te  
regrette à Saint-Domingue. Tous le monde admire ta grandeur  
d'âme, et les honnêtes gens partagent notre douleur. Tu te dais  
comme nous désirons de te revoir! M. Coissin, mon précepteur,  
m'a souvent dit que le premier Cornet n'était pas méchant  
qu'il l'aurait voulu de nous pour servir la politique  
mais qu'il ne te voulait point de mal; s'il disait vrai, tu  
nous reviendrais bientôt. »

Casarelli observait à la droite la sphynx  
de l'empire. La joie qu'il vit sur le front lui parut d'un favorable  
augure; il ne douta plus du succès de sa mission. Il reprit la  
parole, après à l'empereur. L'ouverture que l'insurrection de  
Bonaparte était de lui rendre la liberté, et exigea la parole  
d'honneur qu'il ne chercherait point à troubler Saint-Domingue.

« Ce n'est pas avec un corps carré comme le mien,  
répondit le vieux noir, et chargé de plus de soixante ans, que l'on  
conserve la faculté de tenter de grandes entreprises. Ne craignons  
donc point qu'on insulte Saint-Domingue, si nous ne  
regretter la puissance. L'ambition est morte dans mon cœur.

« Et bien, général, nous ne tarderons pas à  
sortir de prison. Le premier Consul ne doute pas l'influence  
dont nous jouissons toujours à Saint-Domingue, nous en  
avons trop haut pour le transporter. Vous êtes pour lui  
éternellement un allié. Fidéle, aussi nous demandons s'il n'a  
pu une preuve de votre sincérité.

« Parlez-m'en, Monsieur.

« Vous, la Dominière, j'en suis sûr, j'aurais  
plus qu'elle nous enverra purement un mot à dire, la  
vérité sur les trésors qui sont enfouis aux portes de Cap-Haïtien.

Casarelli regarda le vieux noir, qui parut  
indigné. Il crut à de l'imitation, et pour le vaincre, il aborda  
franchement l'objet de sa mission.

« Oui, le premier Consul est persuadé, et  
moi plus que lui, d'après ce que j'ai vu de ma vie, que  
vous ne nous obtiendrez pas à nous taire. Jadis nous agissions  
pour être agommes. Tant que nous aurons nos vœux  
d'une revanche, ces trésors étaient des richesses pour une  
guerre future. Mais aujourd'hui que elle signifie  
pourrait avoir un effet? Quel genre d'usage grand nombre?



C'est-à-dire de tous ceux qui ne connaissent pas votre langage, il contredirait les expériences que vous me donniez tout à l'heure. Il serait naïf de douter de vos suppositions que je serais insuffisant à combattre, quoique j'en connusse l'injustice; il indiquerait chez vous une étrange pensée qui n'existe plus, je le sais bien, en aucune manière, mais qui écumerait pour elle toutes les apparences. Je vous parle en ami; je regrette la nécessité où je suis de poser ainsi des conditions à votre saine liberté; mais vous devez comprendre l'importance qui y attache le gouvernement.

Cousain Louverture s'était incliné vers le fût et tenait sa tête entre ses mains, les coudes posés sur les genoux. Quand Casarelli eut cessé de parler, il leva son œil de yeux avec une expression lente et railleuse.

— Vous aussi, Monsieur, vous croyez à cette histoire de trépas? Casarelli fut étonné de la question et du regard qui l'accompagnait.

— Je vois repris le caustique méchant, que vous ne connaissez pas bien cette histoire. La voici, un peu, l'un du moins ce qui se raconte, un certain soir, général par occasion, d'instinct de vous, général par sa bravoure et son mérite. Dans les autres (1), et du nom de Cousain Louverture, s'était retiré sur la Côte-à-Pierrot. Là, soupireux d'échapper aux régiments français qui le connaissent, ils ne voulaient pas du moins s'enrichir aux dépens de son pays. Or, il aurait traîné avec lui et à dos de mulet des millions d'or et de doubloons. Le général prit avec lui dix hommes, les conduisit dans une gorge <sup>inconnue</sup> ~~inconnue~~ de la Côte-à-Pierrot, et leur fit creuser bien avant dans le sol, puis quand il ne restait plus aucune trace du mystérieux dépôt, il fit appeler les dix ouvriers pour leur compter le salaire de la journée; ils tirèrent et firent tous fusils! Mais, Monsieur, ce sont mes barbares qui ont parlé ainsi pour out-délirer ma mémoire. Mais apparemment, je devrais. Or, car il faut que je vous donne le récit tout entier, que les <sup>du général</sup> ~~mesures~~ n'avaient pas été bien prises; quelques-uns, individuellement, en instruisirent le capitaine général Leclerc; ils oublièrent seulement de désigner la cachette; circonstance bien malheureuse, car les troupes arrivaient à point pour l'expédition de Saint-Domingue ou de ses autres projets...

Ce récit et l'allusion qui le terminait piquèrent au vif le cœur diplomatique; mais il avait trop d'empire sur lui-même pour laisser voir son dépit. Il s'était imaginé, aux premiers paroles de Cousain Louverture qu'il allait sans difficulté obtenir son secret; il voyait qu'il était joué.

(1) Les paroles de Lavaux et de Lanthier lui virent sans doute à la mémoire.







9.  
de notre vie; car, avant d'insulter, il faut au moins connaître les  
choses. Ah! j'ai perdu, j'espère, l'âme. Dominique! Mais dans  
quel état se trouvais-je, avant moi, ce pays? Aviez-vous vu, vous  
Français, le défendre contre la guerre civile & contre les agressions des  
Anglais? La vérité est que mes derniers régiments enfermés au  
Fort de Saint-Nicolas, arrivés à la mer. Si j'avais plus qu'un  
recourir. Rien ne pouvait le sauver, rien, non d'ici, ni de  
l'intérieur, ni la bravoure expérimentée du général Lavaux.  
Je parus. Et ma vie, les populations mises de l'autre côté; la  
petite britannique. J'osai se réployer de ville en ville,  
d'habitat de nos villages; Lavaux sauva mes entrées, & Saint-  
Nicolas me salva du nom de Louverture; j'apparaissais  
comme l'aurore d'un nouveau meilleur. Je n'ai point trompé  
ces espérances. En peu de temps je parvins à rétablir la tranquillité,  
à faire sortir l'ordre du sein de l'anarchie, à rendre  
aux habitations les bras que la révolte leur avait enlevés.  
Pendant ce temps-là, que faisiez-vous? Par le plus insigne  
par un égarement injuste autant que nuisible, votre adminis-  
tration s'ingéniait à nous créer mille difficultés; les vides  
et les contre-vides entravaient la marche des affaires; toutes  
nos libertés étaient menacées; dans les colonies françaises,  
à la Guadeloupe, à la Martinique, l'esclavage reprenait  
son nom, & les anciennes formes. Il y avait même péril à  
la France. Le Conseil colonial le comprit, il déclara  
l'indépendance, et le 1<sup>er</sup> juillet 1801, jour qui me fut  
présenté; mais dont je me glorifie, la présidence à moi  
me fut offerte. J'acceptai une Constitution, je jurai  
de la maintenir. Vous savez si j'ai tenu mon serment.  
Qui appellez-vous donc crime? Je n'en vois que dans votre  
infâme agression? Je devais défendre mon pays, je n'ai  
pas hésité à le faire. Contre le premier Consul & moi je  
reconnais un vainqueur, mais je ne reconnais pas le juge.  
Il y aura pour nous un autre tribunal dont je ne crains  
pas l'arrêt.

Cependant Louverture parcourait la  
prière d'un pas agité. Le froid & l'émotion faisaient trembler  
sa voix, les pleurs étaient violents & les mains crispées. Il  
redevint calme tout à coup & s'adressa au peuple.

Le capitaine-général Leclerc, reprit-il.  
Où avez-vous transmis d'autres nouvelles au premier-Consul. et  
par quelque ruse, par l'intermédiaire d'un autre Premier,  
attiré dans la pièce mes anciens lieutenants? L'un d'eux  
lui-même le premier Desbassades?

(1) Voici le fait historique. C'est Louverture, nommé général de la  
commandant le 1<sup>er</sup> Consul de l'armée française, combattit les Anglais et les Espagnols  
commandés par le général Santa-Cecilia. L'armée française remporta une victoire  
sur de très-faibles forces. L'armée française marcha à l'encontre de la capitale  
occupant le plateau de l'Artillerie, entrant dans les murs, avançant,  
s'empara du port de l'Estre et de la Baye de l'Est, Charron  
Anglais de la rue droite de l'Artillerie, courut de là à la Petite Rivière  
de Saint-Nicolas. Leclerc, par son l'arrêt, le rend maître des Vents  
de général d'avant, ramant devant le front du régiment d'artillerie  
après le succès, de l'Artillerie de la verrerie, qui dura trois jours & celui  
d'Oranien dit de son commandant: « votre bataillon est fort bien  
conduit; vous êtes de certains-le brave! »



- Je crois, général, que vous vous abusez étrangement sur la situation de Saint-Domingue. Je n'en ai dit que ce que vous le répète, toute l'île est aujourd'hui soumise à nos troupes; elle n'y est plus d'ennemis à combattre.

- Vos bulletins ne signalent aucune insurrection?

- Aucune. Le capitaine-général Leclerc donne au contraire des détails <sup>très</sup> rassurants. Despalines, que vous accusez à tort, travaille à justifier la confiance que le gouvernement français a mise en lui. Il a laissé de côté les folles illusions, et n'est plus qu'un citoyen dévoué.

- D'autres seraient peut-être bien de suivre son exemple?

- Vous l'avez dit, général.

Cependant Louverture ne peut réprimer un sourire.

- Vous pensez donc qu'un ivrogne puisse commander au tasia?

- Je ne vous comprends pas, général.

- Ce ne sera pas difficile. J'ai lu en mon expérience ce qu'il y avait de habitudes, donc on ne se défiait jamais; qu'un chat restait toujours cauteleux, un tigre toujours féroce, un jaguar toujours prêt à fondre sur sa proie. Despalines a l'hypocrisie du chat, les griffes du tigre, l'œil et le reins du jaguar. Et voilà l'homme que nous appelons ami? Surprenant, insupportable! Mais aussi j'ai été, j'ai pu confier mes intérêts aux mains de Despalines. Pour l'amitié, j'ai sacrifié les gens qui m'étaient dévoués, mais qui ne me flattaient pas. S'il m'a trahi, je n'en suis pas sûr qu'il nous trahisse à notre tour. Vous n'avez pas l'air de me croire, monsier. Retenez surtout mes paroles, et faites-en part au premier Consul. Vous m'avez affirmé que Saint-Domingue était tranquille, Despalines en liberté, et que, depuis ma démission, il n'y avait eu aucun combat, par conséquent aucune défaite. Je suis maintenant sans compromettre personne, sans flatter aucune cause, je suis venu apprendre ce que signifient ces nouvelles; elle signifient qu'à l'heure présente Saint-Domingue ne nous appartient plus; qu'un invincible ennemi s'est abattu sur nos troupes et les a mis irrémédiablement; qu'avec son secours, les noirs se sont mis de nouveau; que Jean-Jacques Despalines (1), votre bon ami, comme il a été le mien, comme il l'est celui de vos nouveaux alliés, est aujourd'hui emprisonné de Saint-Domingue, la grâce de Dieu, des Anglais et de la Pierre jaune.

L'exaltation de Louverture avait ramené l'expression. Louverture; son regard avait de la passion, et l'énergie du commandement. Mais à peine un



J'ai à parler, qu'une agitation fébrile s'empara de tous ses membres, sa poitrine palpitait, & sa respiration n'avait guère - coupée par le frémissement du pont qui l'interroguait avec violence sans s'interrompre du froid devenu plus intense et surtout plus aigre.

Casarelli se leva, et prenant son manteau.

- Général, dit-il, je ne pars que demain à midi. La nuit porte conseil, et demain il sera temps encore de parler.

- J'en perds bien autre chose que des tris, murmura-t-il avec noirceur. (1)

Ce furent ses dernières paroles.

Le lendemain 28 avril (1803), Casarelli revenait près du premier Consul, muni de la réponse qu'il lui rapportait, mais il y fut jointe une autre nouvelle, celle de la mort de C. Ventrone. L'ouverture.

On avait trouvé le vieux mari, le corps crispé par le froid, & les pieds dans les cendres encore tièdes du foyer, qui n'avait pu lui rendre la chaleur de son beau vieil de Sainte-Dominique. Son corps était à jamais scellé dans la tombe avec lui. Mais les prédictions ne tardèrent pas à se réaliser, et Bonaparte apprit bientôt de la bouche de Pauline, sa sœur, la mort du capitaine général Sedore, et l'issue de cette malheureuse expédition.

Peut-être, vingt ans après, l'écrit de l'ouvrier à Sainte-Hélène, du prisonnier du fort Joux.

Auri sans larmes! Longtemps après la mort de Ventrone. L'ouverture, et alors qu'il fut permis à la triste famille d'échapper au régime qui pesait long temps sur elle, des tentatives ont été faites, je dirai par qui, après? d'Israël L'ouverture, retiré & abrité à Agon, puis à Privas, où il est décédé, pour arracher de lui un secret pour en se voyait sonneur. L'histoire du trépas de Ventrone - L'ouverture. Que encore, une communication écrite de Sainte-Dominique m'annonçait verbalement, qu'un Français, un habitant de Bordeaux, avait la place où était le fameux défilé. Il se composait d'une part, un million, pour faire de la révélation. La vérité est que l'existence du trépas est problématique, & qu'aucune tentative ne sera autorisée par la Vierge d'Israël L'ouverture pour poursuivre cette chimère.

(1)

M. Thiers qui a beaucoup parlé de Ventrone.

Etait-il époux et père, cet écrivain?

J'aime à croire qu'il n'était pas l'un ni l'autre. Le caractère qu'il a - même et génial - de Ventrone. L'ouverture ou l'écriture sont connus.

(1) Ventrone. L'ouverture, était un attachement sans limite à sa famille. Il était fils d'Israël; il avait une femme, & deux fils (Israël & St Jean), & une jeune nièce, Louise Chaney. Il était informé dans l'histoire de l'histoire où ils étaient en proie aux plus violents chagrins & à l'ennui des choses les plus misérables. Cette pensée lui avait porté à cœur au premier combat, puis réclama de secours. Un certain habitant a qualifié cet acte des larmes! L'écriture!



L'ouverture dans l'Histoire du Consulat & de l'Empire;  
mais il en a parlé comme de beaucoup d'autres choses... trop  
légèrement; il en regrettable des dire, & d'évoquer & auant, & de  
l'illustre Historien, & il faisait son amas d'argent & d'armes  
dans les magasins de l'intérieur, ou les enterrains, dit-on, dans  
un lieu appelé les Mormes du Capas, près d'une habitation  
qui était devenue son légion d'été.

Coussaint - L'ouverture était en effet  
prévoyant; ~~le~~ la pièce ci-jointe m'a prouvé, en  
effet, le soins touchants pour les colons qu'il affectait-mais,  
ce qui, lui a attiré l'anisomadversion d'un moi du nom  
d'Arseniz, ami, membre du Sénat haïtien, aujourd'hui  
ministre de la République à Paris;  
avant, il ne l'a jamais été. Sonnetille lui reproche  
de largesse. Il y a déjà longtemps que Coussaint -  
l'ouverture n'est plus; on a fouillé la terre des maraîchers,  
on s'est avisé, d'avoir fait dégrader les tiers; mais on  
n'a rencontré encore <sup>nulle part</sup> ni armes, ni argent.  
A cette phase, & par une étrange confusion  
de nom & habitation de Coussaint - L'ouverture  
à Ann G. Mornes de Capois; son habitation s'appelait  
Des caprais; elle est située près dubourg d'Emery.

Voici maintenant la vérité sur le  
 premier événement qui a précédé la captivité de l'empereur-  
 libérateur. L'empereur n'avait plus avec  
 lui qu'un petit nombre de troupes, à cause de la reddition  
 du général M. d'Angoulême de la division antiochienne du général  
 Christophe, mais il était résolu de se défendre jusqu'à  
 la mort. Il avait sous ses ordres le général Deshayes,  
 Vernez & Charles Delair. Il comptait le Baron Stade,  
 une partie de la Haute-Plaine, Ennery, Stein-  
 Raphael, Saint-Michel, le Morellet, le Grand & le Petit-  
 Champs, les positions de Marchand & de Calvaire, dans  
 la plaine de l'Etatlibre. La guerre pouvait durer  
 longtemps encore, mais le général Lectre <sup>français</sup> s'aperçut  
 bientôt qu'il ne l'avait été sans le premier jour de  
 son arrivée en Gap, <sup>compromis</sup> et qu'il valait mieux faire des propositions  
 raisonnables. Elles furent écartées par l'empereur libérateur qui  
 donna les ordres de se retirer à Ennery. Mais sa présence à  
 Saint-Dominique gêna le capitaine général Lectre qui pour  
 s'en débarrasser inventa une confession aussi absurde  
 qu'inconcevable.

Younain - L'ouverture on attire sur  
Gonnaires, sous prétexte d'un déjeuner; il avait été autorisé  
à amener avec lui sa garde d'honneur, afin d'éloigner de  
son esprit toute idée de suicide. Le général De Lamoignon  
l'interrogea longuement avec lui, puis il sortit de son apparte-  
ment. Tout à coup plusieurs officiers ~~entrèrent~~, sabres nus,  
lui tâtèrent la main. Le général tira son épée; mais sur l'assurance  
qu'on lui donna qu'on n'en venait pas à bout, il  
rompit l'armement le fourreau. On le jeta sur lui; il en  
fut étouffé, puis on l'embarqua dans un vaisseau  
appelé l'Esperance Gonnaires, qui avait reçu ordre de le  
porter vers la France.

même, alors qu'il  
était Isarnée,



On approfondit, pour tout  
à l'indigne conduite du général Leclerc, que  
Louberture ne cessait de contrarier les projets de la  
France & était cause de nos désastres. Je que si j'ai pu  
affirmer, sur des documents qui ont acquis un caractère  
incontestable, c'est que l'Empereur-Louberture avait  
envoyé l'armée le major de passer en Afrique avec <sup>plusieurs de</sup> ses officiers  
des ~~troupes~~ une poignée de soldats, pour faire dans le  
pays de Tripoli ce qu'il avait fait dans l'île de Gué  
il avait un navire. Le pays est celui de Adas, dit  
grande peuplade, dit à l'Est de celle de Dahomey.  
Je rapporterai à ce sujet une épidémie qui ne durait  
ni à l'Est de Tripoli le curieux. ~~Le~~

Courtauld-Louverture méditait  
 long temps avant la paix qu'il avait signée avec  
 le général Leclerc, de venir d'aller porter les lumières  
 de la foi & la civilisation chez les Arabes son  
 père était le roi lorsqu'il fut réduit en esclavage  
 & vendu comme esclave. Il avait mis en réserve  
 une grosse somme d'argent qu'il venait d'avoir le  
 moins de Stephen Girard, riche négociant de  
 Philadelphie, qui venait commencer à Haïti &  
 nous amener au Cap F. Français, ces fonds devaient  
 servir à payer le frais de l'expédition projetée. on  
 sait quels sont les événements qui l'ont empêché;  
 quant à Stephen Girard, il n'a jamais rien  
 aux héritiers Louverture le dépôt qu'il avait  
 reçu de Courtauld; son immense succession  
 s'est trouvée augmentée de ce tiers. Il se  
 a regretter que le général Louverture n'ait  
 pu mettre à exécution le projet qu'il avait  
 conçu; il en aurait sûrement sucré à la France  
 pour laquelle il avait de sympathies qui ne  
 se sont jamais démenties, un vaste territoire  
 qui deviendrait peut-être un jour tributaire des  
 Anglais, car ils font de grands progrès dans cette  
 partie de l'Afrique. Cécilia affranchie au  
 commerce une fois qui, après avoir servi de  
 position aux vaisseaux négriers, nous envoie  
 un jour, les produits de l'Europe civilisée en échange  
 des marchandises nous venant du pays; mais on n'a  
 pu en core s'y établir.



RICHARD  
8/26/1953  
\$15.-

14.097

New York, Jeudi, le 8 Octobre 1891.

A l'Honorable Hannibal Trice,  
Ministre d'Haïti,  
à New York.

Monsieur,

Le qui suit est un report <sup>(rapport)</sup>  
complémentaire sur la Révolution d'Haïti =  
Report de l'Agent A. L. B. dans son voyage à  
Kingston :

Je quittai la ville de New York, le 12<sup>e</sup> (12<sup>bre</sup>),  
par le Steamer "Adirondack", à destination de King-  
ston, en Jamaïque. Je fis la traversée en compagnie  
de Monsieur le Comte Delva, et après six jours d'un  
agréable voyage nous abordâmes, le 18 du même mois,



à 7 heures du matin, sur les quais de la ville de Kingston).

Nous nous rendîmes ensemble à l'Hotel Mayotte Bank, où nous prîmes nos quartiers.

Nous avertîmes alors le Général Prophète de notre arrivée, ajoutant sur notre message, que nous nous en remettions entièrement à son plaisir pour une entrevue.

Il répondit aimablement qu'il serait charmé de nous recevoir chez lui à dix heures du matin.

En conséquence, nous nous dirigeâmes en coupé vers sa résidence, à l'heure dite. Sur notre chemin, nous rencontrâmes Mr. Thales Luby, qui nous fit un accueil des plus chaleureux, dont toutefois nous suspectâmes grandement la franchise; car nous avions <sup>des</sup> raisons de croire que certains télégrammes envoyés à New York à Mr. le Comte Delva, sous la signature du Général Prophète, n'ont jamais émanés de ce dernier, mais de Mr. Thales Luby en personne. Nous soupçonnons, que son objectif était de nous décevoir.

Mr. Thales Luby prit place dans notre coupé, sans doute, avec l'intention de nous suivre chez le Général.



mais <sup>(avant d'y</sup> ~~en arrivant à destination~~, nous fîmes la remonte  
de Mex. Boissond Canal, auquel ~~je fus~~ <sup>je fus</sup> ~~présenté~~ <sup>présenté</sup> et nous  
persuadâmes, Mex. Luly, ~~insistant pour~~ <sup>insistant pour</sup> que de dernier rester en sa compagnie  
pendant notre visite chez Prophète.

L'accueil le plus cordial nous fut accordé chez le  
Général Prophète, mais après quelques moments d'entre-  
tien, la conversation de Mex. Delva avec le Général, dé-  
généra en querelle quand ils en vinrent à la brûlante  
question, qui va suivre :

Mex. Delva lui reprocha amèrement les décevantes  
dépêches qu'il lui avait envoyées à New-York, et à l'appui  
de sa plainte, produisit les télégrammes en question.

Le Général les déclara vivement entièrement fausses,  
singla Mr. le Comte Delva de l'épithète de voleur et menteur,  
et alla même jusqu'à formuler contre lui l'accusation  
suivante : Qu'il ne s'était pas acquitté de la grande mission  
dont il avait été chargé, lorsqu'il avait été envoyé avec Charles  
Luly à New-York, d'où il devait gagner rapidement Paris,  
<sup>(se procurer les fonds nécessaires à)</sup>  
pour ~~faire~~ l'acquisition et l'armement d'un bon vaisseau,  
capable d'en imposer au milieu des troubles; et, qu'au lieu de  
s'embarquer pour la France, il <sup>était resté, avec</sup> ~~avait quitté~~ Luly <sup>à</sup> ~~dans~~



New York et gaspillé à tous les vents, les fonds qu'on lui avait confiés!!!

A cette injurieuse accusation, les épithètes les plus violentes s'échangèrent entre eux et le Général quittant son siège, alla dans son cabinet d'où il revint avec un énorme revolver à la main.

M. Delva saisit celui que je portais toujours dans ma poche, d'un calibre bien inférieur.....

Juste au moment de cette terrible altercation, Madam Prophète entra, et se glissant comme un félin derrière M. Delva, lui arracha brusquement l'arme de la main...

Général Prophète, semblant dédaigner un ennemi désarmé, déposa son revolver sur la table.....

Et nous faisant maintenant un adieu glacial, nous sortîmes de la maison, et pendant que le coupé s'ébranlait, nous pûmes entendre les cris de rage et de folie du Général, resté seul.

Nous regagnâmes <sup>notre hôtel</sup> ~~nos péssates~~ vers les trois heures de l'après-midi, et peu de temps après notre retour, nous eûmes la visite du Général Manigat accompagné de son cousin, Helvétius Manigat.



Nous eûmes ensemble une longue conversation, au cours de laquelle j'expliquais au Général, que toute entreprise était impossible, tant que les partis seraient divisés par les querelles, le Syndicat des Capitalistes devant refuser d'assumer de hasardeux engagements.

L'~~objectif de mes attentions~~ <sup>mon but</sup> était de pénétrer les desseins de tous les Généraux intéressés et de connaître leurs plans.

Le Général Manigat me ~~soumis son plan~~ <sup>proposa de m'efforcer</sup>, ~~moi-même de produire~~ <sup>agissant en vue</sup> l'apaisement des factions et la fusion des partis dans Kingston.

Le jour suivant (samedi), accompagné d'un interprète, je me rendis chez le Général Prophète.

Après trois heures d'entretien, il me remit des propositions, que je fus chargé de soumettre aux Généraux Légitime et Manigat.

Quand Manigat les eût mûrement réfléchies pendant deux jours, je l'invitai avec Prophète et consorts, à une réunion.

Vers la même date, je fis la connaissance d'un Français, nommé Arnoux, tout fraîchement arrivé d'Haïti, et auquel je fus présenté par Chanet.



J'usai de l'entremise de cet homme pour faire entendre au Général Prophète que le Général Manigat avait pour lui la majorité des suffrages, étant le favori de la population d'Haïti. -

Après un ~~entrevue~~ avec le Général Légitime, il fut arrêté que Manigat serait élu Président et que Légitime aurait le contrôle des affaires (premier ministre).

Cet arrangement emmena une réunion du Comité Révolutionnaire, qui fut tenue le jour suivant. Étaient présents: Légitime, Manigat, Prophète, Canal, Love, Luxembourg Cauvin, Tiquant, Helvétius Manigat, Plaisia, Joseph, Comte Delva et l'écrivain.

Le Docteur Love me désigna comme Président de l'Assemblée, vu, dit-il, mon expérience en pareilles matières. (Il faisait allusion à la Révolution Chilienne et à l'affaire de "l'Itata" que la "Compagnie" est supposée avoir condamnée.)

A cette réunion, ainsi qu'à celles des jours suivants, <sup>comme représentant de la C<sup>ie</sup></sup> plusieurs propositions me furent faites par un comité, composé de Manigat, Cauvin, Delva et Boissrond Canal.

Entre autres, je reçus des ouvertures, comme représentant de l'"American Supply Co", pour organiser une expédition.



Mais sentant un manque complet de <sup>(garantie en espèces)</sup> sécurité, je  
répondis aux délinquents, que ce ne serait qu'à <sup>la condition d'être</sup> ~~marqué~~ d'être  
entièrement initié aux affaires d'Haïti et d'avoir l'assu-  
rance de <sup>(leur)</sup> succès, que j'engagerais ma compagnie, à <sup>(faire)</sup> l'achat  
des vaisseaux et matériels de guerre de leur expédition.

Le comité <sup>(et chacun en particulier)</sup> m'informa alors, qu'un des principaux obs-  
tacles pour démontrer leur pouvoir à Port-au Prince, était  
l'emprisonnement dans cette ville de leur chef Léger  
Cauvin, ce dernier jouissant d'un grand pouvoir sur des  
masses de gens dans la ville et aux environs.

Malgré sa réclusion, il avait su conserver au dehors  
des relations <sup>(secrètes)</sup> avec le <sup>bas</sup> peuple, le Comité Révolutionnaire  
de ~~de~~ Kingston et surtout avec <sup>(des gens des environs)</sup> ~~celui~~ de la ville de Jacmel,  
<sup>(qui est cependant un lieu hostile à)</sup> ~~sa~~ ~~le nom~~ de Manigat ~~est~~ ~~abhorré~~, depuis le jour où  
45 citoyens furent fusillés ensemble, sur l'ordre de ce  
Général. Le chef de la bande exécutionnaire <sup>(les ragoirs)</sup> vivant dans  
<sup>(aux environs de Jacmel)</sup> les bois, il me fut impossible de le confronter et d'obtenir de  
lui-même par ~~plus~~ ~~que~~ de Léger Cauvin ~~un exposé~~ <sup>un exposé</sup> de leurs forces.  
~~par lui-même un éclaircissement de cette affaire~~

On m'expliqua que Dans le cas d'un soulèvement chez les montagnards,  
la position du Gouverneur actuel de Jacmel serait assez  
critique, car ne pouvant battre en retraite vers la mer <sup>(ni</sup>  
<sup>tenue par les exilés</sup>



avancer dans l'intérieur des terres sa seule ressource  
serait de capituler.

Ici, ~~l'occasion était toute naturelle, puisque il s'agit de~~  
~~garantir, de mettre la discussion sur la~~  
~~tes requises et dans cette question de papier-monnaie ou~~  
billets de banque <sup>pourant</sup> jouent un grand rôle. J'en parlai donc.

Légitime me conduisit à sa demeure en compagnie de  
Manigat, ~~et là, il me montra~~  
~~où il appela mon attention sur~~ deux coffres, dont  
il me désigna le contenu, comme suit: Le premier était  
plein de la monnaie, ayant cours à Haïti pendant son  
administration et portant sa griffe.

Le second, qui d'après diverses étiquettes, trahissait sa ve-  
nue de France, via le Havre à Kingston, était plein de  
billets, fabriqués en France et envoyés par Fouchard, ~~mais~~  
~~à l'insu de, Prophète et~~ <sup>signature</sup> avec la place en blanc, pour la future ~~griffe~~ présidentielle.  
Cette dernière mesure était prise, vu que l'on ignorait à  
qui la présidence allait échoir.

Il me dit que ces billets étaient actuellement sans valeur  
~~et ne pourraient être une garantie~~ <sup>mais je n'en suis pas bien sûr</sup>  
pour moi. Je crus remarquer <sup>qu'ils sortaient des ateliers de</sup>  
la "Franco Engraving Co., ~~et je n'ai pas pu me proposer~~  
~~de ces billets~~ <sup>un seul</sup>, sous peine de donner l'œil à la suspicion.

Plusieurs citoyens propriétaires à Haïti me furent  
présentés



introduits avec la proposition d'hypothéquer leurs propriétés, m'offrant cette hypothèque comme sécurité pour l'expédition. Mais étant averti, qu'un étranger n'a pas le droit de posséder une propriété en Haïti, je fus contraint de refuser.

À la fin, cependant, une ~~meilleure offre de sécurité~~ <sup>dernière proposition</sup> fut faite et acceptée. <sup>pour en finir</sup> Elle fut aussitôt résumée en un contrat, rédigé en français et en anglais.

Le contrat a été ~~terminé~~ <sup>après</sup> quelques modifications qui ~~suivent plus bas~~ a été signé et se trouve ci-joint <sup>(en)</sup> attaché au ~~présent rapport~~.

Après la signature de ce contrat un grand banquet fut donné par Légitime dans sa résidence de Bogwalk, près la ville nommée Spanish Town, et auquel Manigat, Delva, l'écrivain et autres étaient présents.

Ensuite, Manigat m'offrit à souper un dîner auquel <sup>x</sup> j'offris à mon tour deux banquets, l'un à Manigat, et le second à Légitime. Manigat, Légitime, Love, Carvin, Helvétius Manigat et autres étaient présents.

Nombreux speeches se succédèrent et l'écrivain fut bien des fois appelé "Le sauveur du Partis Révolutionnaire".

Je reçus de nombreux souvenirs des Généraux à Kingston, et une entente fut faite pour m'introduire

x assistaient Manigat, Dr. Love, Carvin, Helvétius et moi. Légitime se fit excuser à la dernière heure pour indisposition. Je clouai x



auprès de Sulzer (Wart) le confidentiel agent de Manigat dans New York.

Il fut décidé, que je m'embarquerais le 1<sup>er</sup> Octobre par le Steamer "Adirondack", et qu'après avoir fourni un ~~complet~~ rapport sur la question ~~pendante~~ aux membres du Syndicat, je câblerais leur acceptation du contrat, s'il y avait lieu dans les termes suivants:

" Delva, Kingston (Jamaïque)  
" Accepté."

~~Et si cette dépêche vient couronner l'exécution de~~  
~~après quoi~~ le Général Manigat me mettrait ~~alors~~  
~~en pleine intelligences~~ <sup>rapport officiel</sup> avec Sulzer (Wart) et me remettrait  
<sup>(une copie de)</sup> aussi sa procuration notariée <sup>(donnée à ces derniers)</sup> pour opérer en son nom.

Il fut aussi arrêté, que dans un mois, Delva rejoindrait Sulzer à New York, pour l'assister dans les opérations.

Je quittais Kingston par le Steamer "Adirondack", et le mercredi, 7 Octobre, je débarquais à New York, ne rapportant que quelques shillings, pour toute épave de mes (\$1500. dollars.

Mais il faut reconnaître que cette somme n'a pas été dépensée en vain et qu'elle sera une fructueuse semence.



Les dépenses s'évanouissent devant les résultats, car les factions ont été ~~apaisées~~ réunies en un seul groupe actif, et l'ensemble de l'œuvre devient une source <sup>(unique)</sup> de sûres informations pendant trois à quatre mois.

Car le Général Manigat a pris par le susdit contrat l'engagement de n'entreprendre aucun mouvement sans l'assistance du Syndicat, jusqu'au 15 Janvier 1892. Si les circonstances l'obligeaient à se dédire, il consent à nous verser la somme de \$ 100.000.

À mon retour à New-York, je fus présentée au "N° 6" dans sa propre habitation, par l'agent F.B.D. et le Dr. Thompson. J'y fus reçu poliment et réussit à faire parler le "N° 6" au sujet des deux capitalistes, dont il nous avait souvent entretenus.

D'après ses dires et nos informations, prises à bonne source, nous savons clairement, que les deux financiers en question sont dans une position subordonnée et que leur pouvoir est borné à un capital assez limité.

etc. etc.



celle-ci

571

400

1801-1802

(38)

D'après l'invitation que vous m'avez faite et avec le fincère desir ~~de me faire~~ d'être utile à mon pays je vais vous offrir mes idées sur le grand ouvrage dont vous avez présenté le plan dans votre proclamation du 5. Storal dernier.

J'avais eu d'abord l'intention de vous tracer l'historique du événement qui se sont passés dans la Colonie depuis mon arrivée, de vous faire connaître par quels motifs telle ou telle mesure avait été prise, les causes qui avaient contribué à ranimer la culture et le Commerce, celles qui les auraient ralentis si elles n'avaient été évitées; mais vos moments sont trop précieux pour désirer du résultat de vous me conformer à vos vues.

L'ordre Judiciaire.

L'ordre Judiciaire, établi dans la Colonie à votre arrivée à l'exception de la Creation d'un tribunal de Cassation, était, à peu de différence près, le même que celui qui existait avant la révolution. Les causes en cassation étaient anciennement portées devant le conseil du roi, et ces dispositions avaient nécessairement pour but de lier à la métropole les habitants de la Colonie par un intérêt de plus. La Déclaration faite par le général en chef de l'organisation de la Colonie sur la liberté et l'égalité laissant présumer qu'une seule de



petits propriétaires pourroit avoir des affaires au tribunal de  
Cassation, l'obligation d'aller plaider en France seroit  
ruineuse pour les pauvres et aujourd'hui il existe très peu  
d'hommes riches dans la Colonie. Je ne sais jusqu'à  
quel point cette considération peut balancer dans l'esprit  
du gouvernement l'intérêt politique.

mais dans le cas où le tribunal de Cassation  
seroit conservé dans la Colonie le nombre des Juges dont il  
est maintenant composé est au moins d'une moitié trop considérable  
les hommes propres à remplir une place dans ce Tribunal  
sont rares dans la Colonie et à moins de les faire venir  
de France et de leur salaires d'après leurs connaissances et  
la dignité de leurs fonctions, il est nécessaire d'en supprimer  
une partie autant par économie que parce qu'un petit  
nombre de Juges suffit à ce tribunal destiné à ne juger  
que très peu d'affaires.

on peut supprimer dans les deux Départements de  
la civerant partie espagnole 4. Tribunaux des premières  
instances. St<sup>o</sup> Domingo & Santiago sont suffisants pour la  
population. si on en laissoit subsister d'autres les Juges  
ne trouvant pas dans l'exercice de leurs fonctions, une  
existence honnête il feroit difficile de reunir le nombre  
d'hommes instruits des lois Françaises qui voudroient  
les remplir. Des Juges de paix pourroient suffire.

Le Gouvernement Consulaire a exigé de certains  
fonctionnaires publics, une somme pour caution, cette  
précaution auroit, dans la Colonie, un but doublement



politique, sans parler de la faible contribution qu'elle procurerait au gouvernement.

L'administration intérieure de la Colonie combinée avec la mesure qu'on se défend de l'interne et extérieure.

J'avais vu avec peine la suppression des Juges de paix de la Colonie: il est vrai que les maires rempliraient à peu près les mêmes fonctions, que cet ordre de choses soit ou ne soit pas conservé les fonctions de Juges de paix ou de maires ne doivent être confiées qu'à des Européens. Les places d'officiers municipaux peuvent l'être sans danger à des hommes de Couleur ou à des noirs amis de la paix, à des vieillards, surtout, pour lesquels les noirs ont une sorte de respect. par eux on peut découvrir des trames qui quelquefois échapperaient aux blancs.

mais à moins que ce ne soit pour de faire graver il serait impolitique d'autoriser les Cultivateurs à aller porter toutes sortes de plaintes à l'officier de police civile. si on leur laissait une trop grande latitude à cet égard, ils en abuseraient journellement pour quitter leurs travaux. ce doit être au Commandant de la gendarmerie qu'on doit laisser le droit d'infliger les peines correctives, et de décider des discussions entre les Cultivateurs pendant ses tournées et sur les lieux mêmes. Les propriétaires et les Fermiers ou ceux qui les représentent doivent être autorisés à retenir les Cultivateurs en prison jusqu'à ce que l'officier de gendarmerie ait définitivement prononcé.

Le Gouvernement ne doit pas négliger un moyen politique dont les effets sont sur sur l'esprit des noirs.



c'est le choix de mettre des hommes au gouvernement bien  
choisis ils peuvent devenir des instruments infiniment  
utiles.

Une fois l'ordre établi dans la Colonie, il me  
paraîtrait infiniment dangereux de ne pas en éloigner  
les chefs de la révolte. mais les hommes marquant  
une fois arrêtés il serait ensuite facile même sans user  
de moyens extrêmes de délivrer la Colonie de hommes  
audacieux ou turbulents parmi les noirs, même de ~~leur~~  
rendre utiles leur position à la chose publique. se  
rait de former un établissement dans l'île de la  
gouane ou après les avoir soigneusement désarmés  
on les réunirait avec une faible garnison, commandée  
par des officiers actifs et surveillants on en contiendrait  
un grand nombre. un pareil essai a été déjà fait à  
Cayenne avec succès. La Colonie manquant de braves  
et les noirs devant renoncer à cause du nombre  
immense de St Domingue en ce genre et même de toutes  
les autres colonies. autant par politique que par humanité  
on pourrait même dès à présent y envoyer les prisonniers.

En général les habitants irrités, avec raison, par  
l'honneur commis par les noirs, semblent craindre  
qu'il ne soit impossible de rétablir un ordre parfait  
à St Domingue. Ils se trompent: d'après ce que j'ai  
observé du caractère du noir il ne serait pas  
impossible, que fût-ce une fois arrêté, d'ici à  
quelque temps nous n'eussions sur eux une égale influence.



Il leur faut une idole. Ce sont de grands enfants à la vérité plus faciles à entraîner au mal qu'au bien; mais appuyé de la force et avec l'empire que vous avez su prendre sur vous même au milieu des ruines et des incendies, victoire qui fait plus d'honneur à un homme d'état que le gain d'une bataille ou le me trompe, si vous gagnerez bientôt leur confiance. Vous arrivez depuis votre retour au Cap mont par un sage et politique. avec eux il faut avoir la plus vive confiance dans le cœur et l'expression de la plus parfaite confiance sur la physionomie. au dîner ou l'assistaient et ou vous avez admis les noirs d'observation qu'il ne perdait par un seul de vos mouvements et votre manière franche et sûre leur aura fait impression.

mais pour vous prouver par deux faits bien connus qu'une fois les noirs rentrés sur leurs habitations respectives, surveillés par des cordons de troupes habilement placés, il fera très aisé de les contenir; Je vous parlerai des quartiers de Jérémie et de l'anchoy, tous deux avaient déjà éprouvé la première secousse de la révolution. Les anglais s'en emparèrent, l'ordre y est rétabli et malgré les tentatives de Toussaint et de Rigaud dont les troupes ont été trois ans sur les limites de ces deux quartiers, ils n'ont jamais pu parvenir à les troubler voilà des faits qui valent mieux que des présomptions.

Je pense que le nombre de troupes actuellement existant dans la Colonie est plus que suffisant pour







beaucoup d'altercations particulières. Je pense donc qu'il serait plus avantageux et facile de les faire consentir à une contribution personnelle en remplacement de la farine, ce qui ferait asepté aux plaintes surtout par les habitants des villes qui, en général, remplissent ce devoir avec beaucoup d'humour.

Le Désarmement complet des noirs est une opération trop évidemment utile pour qu'il soit nécessaire d'en parler.

L'assiette des impôts la manière de les percevoir etc.

Les observations que j'ai été à portée de faire depuis que j'habite St Domingue m'ont convaincu de la difficulté et des abus qui entraînent l'établissement des impôts en nature, même des impôts directs. Le quart de subvention établi sur les revenus des habitations était il est vrai un impôt injuste et mal conçu. Cependant au premier aspect il paraissait devoir être productif et facile à percevoir. Je suis persuadé qu'il n'a jamais entré dans le caisson la moitié de ce qu'il devait produire. D'abord pour la perception de cet impôt il fallut créer autant de préposés d'administration qu'il y avait de cantons pour cause de sa diminution. Ces préposés soit par négligence, soit par insouciance négligeant de s'assurer de la quantité des revenus, ou s'en rapportant aux évaluations du fermier ou des propriétaires. Ces



ne donnaient jamais pour le paiement de l'impôt que la partie de leur revenu de la plus mauvaise qualité — et souvent ils empruntaient de mauvaises denrées quand ils n'en avaient pas. Les denrées introduites dans les magasins de l'administration elles étaient souvent réduites à un prix et portées en revente à un autre et le résultat pour le gouvernement après cette double d'abus était presque nul. D'après cet exemple l'impôt en nature est jugé. Le système des économistes peut être très beau en théorie, mais en pratique c'est autre chose. Je ne suis pas un grand financier mais je crois que le secret d'une bonne administration des finances est contenu dans ces trois mots ordre économie simplicité, comme la fable de faire fleurir le commerce dans ces quatre — laissez faire laissez passer.

on a déjà essayé d'établir dans la Colombie les droits d'enregistrement, du timbre et des patentes, mais ces tentatives n'ont pas été heureuses. après six mois d'expérience le droit d'enregistrement produisait à peine de quoi payer les frais de bureau d'impression et de perception, après avoir occasionné beaucoup de murmures parmi les négociants. Les lois de l'enregistrement sont d'ailleurs si obscures, si compliquées qu'il faudrait du temps même à l'homme expérimenté aux affaires pour les bien comprendre. ce droit devient la source d'une multitude d'entraves pour le commerce dont la liberté est le véritable élément et que la moindre gêne repousse.



Le droit de patentes présente un peu moins de  
difficultés; mais il sera bien difficile de l'établir avec  
justesse dans un pays où très peu de négociants font  
des affaires avec leurs propres fonds, cependant il  
ne peut être rejeté sans discussion; ~~parce qu'il est~~  
néanmoins si vous voulez vous faire présenter  
préalablement un aperçu de son produit vous  
serez bientôt convaincu qu'il sera mieux considéré que  
vous ne pensez dans un moment surtout où le  
commerce est retombé dans l'enfance.

Le droit du timbre me paraîtrait préférable  
la perception est facile pour l'auteur et en le fixant  
un jour tant il pourrait devenir utile, en frappant  
de nullité toutes actes d'affaires qui ne seraient pas  
contrattés sur papier timbré.

L'établissement d'un bureau des hypothèques  
me paraît de toute nécessité pour la Colonie. sans  
cette mesure indispensable toute vente de biens  
fonds, et immeubles devient impossible et abusive.  
Il est peu de biens à St Domingue qui ne soient  
grevés. Il ferait donc nécessaire d'assujettir les  
hypothécaires à faire la déclaration de leurs  
engagements dans un espace de temps déterminé et faute  
par eux de s'y soumettre les Délégués de leurs droits  
une pareille mesure attirerait les capitalistes  
à St Domingue et par la suite le droit de  
mutation deviendrait également une ressource pour  
le trésor public.



une fois les Cultivateurs rentrés sur les atteliers et l'ordre  
retabli, puis que dans le système que vous déclarez vouloir  
conservé ils ont leur part dans le revenu, ils pourraient  
être assujettis à l'impôt de la Capitation. En  
supposant trois cent mille têtes imposables dans  
la Colonie à une ou deux gourdes par tête l'une  
dans l'autre on peut facilement juger de sa quotité.  
Il est également juste d'y assujettir les Domestiques et  
de le graduer suivant la faculté de chaque  
contribuable.

Pour la perception de cet impôt, il serait  
préalablement nécessaire de faire le Dénombrement des  
habitants et des Cultivateurs et les provisions consignées  
dans l'arrêté du 4<sup>e</sup> Février dernier me paraissent  
très propres à remplir rapidement et exactement ce but.  
Une fois le Dénombrement obtenu on rendrait responsable  
du paiement de cet impôt les propriétaires ou les  
fermiers, qui seraient en même temps tenus d'en verser  
directement le produit au trésor du Département  
qu'ils habitent ce qui rendrait inutile la création  
du percepteur dans le Campagnon.

Le fermier ou le propriétaire pourrait également  
être imposé au quart de la contribution que paye  
son attelier. L'habitant leveller d'après une  
proportion établie sur la valeur locative de sa maison  
et alors cet impôt deviendrait considérable, sans être  
difficile à établir, ni à percevoir.



mais c'est sur les douanes que le gouvernement  
peut trouver de véritables ressources. Le droit  
de 20 p. 100. établi par l'arrêté du 24 Février  
sur l'importation et l'exportation, produit dans  
le seul port du Cap et en un mois par l'effet  
de l'exécution littérale dudit arrêté 800,000<sup>fr.</sup> et  
~~tout compris~~ la perception de cet impôt ne coûtait  
pas tout compris 6000<sup>fr.</sup> par mois. Les mesures  
adoptées pour prévenir les fraudes avaient rempli  
le but qu'on doit se proposer en pareil cas  
l'affranchissement du homme du métier. 4 Douanes  
principales suffiraient pour toute la Colonie  
au Cap, au Port au Prince, à Santo Domingo et  
aux Cayes et dans les ports secondaires un ou  
deux employés pour délivrer les acquits à caution.  
Cette mesure aurait le double but de favoriser le  
cabotage et d'une grande économie.

Jusqu'à ce que la Colonie soit sortie d'in-  
viant ou les derniers événements l'ont replongée. Le  
Commerce de France ne pouvant faire les avances  
nécessaires aux besoins de la Colonie et peut être  
découragé par les nouvelles de nos désastres. Il me  
semblerait politique et indispensable d'ouvrir  
provisoirement, au Commerce de toutes les nations  
les 4 grands ports de la Colonie en laissant  
subsister pour le Commerce étranger les droits  
établis avant votre arrivée et en n'imposant les  
français qu'à un droit tel que les commerçants



Des autres nations ne pussent soutenir la concurrence  
que pour les objets qui ne pourraient être fournis par  
les Français eux-mêmes.

Lors de la publication de l'arrêté du 24  
Frimaire il fut fait par le Commerce des  
représentations très vives sur cette augmentation de  
droits, mais après une courte discussion avec des  
hommes de bonne foi, il me fut facile de leur  
démontrer que leurs plaintes n'étaient pas fondées. En  
dernière analyse le droit des Douanes n'est autre chose  
qu'un impôt établi sur les habitants dont le nég.  
ne fait pas même l'avance, puis qu'il en retient la  
somme sur les denrées qu'il achète. et ce qu'il y a  
de particulier c'est que les habitants qui le supportent  
ne s'en font jamais plainte, tandis que des négocians  
sur lesquels il ne pèse réellement pas <sup>ont</sup> ~~ont~~ <sup>rien</sup> contre cet  
impôt. Pour démontrer cette vérité je vais faire une  
comparaison. Je suppose qu'aujourd'hui, il n'existe  
aucun droit de sortie, ni à la Martinique ni à St.  
Domingue; Je suppose le Café valant dans ces  
deux colonies cent francs le quintal, Demain un  
arrêté est publié à la Martinique, qui établit un  
droit de cinq pour cent de sortie et un autre à St.  
Domingue qui porte les mêmes droits à 20 p 100  
que dit le négociant à l'habitant ~~est~~ de la  
Martinique hier je vous aurais payé votre café  
cent francs le quintal aujourd'hui je ne vous



vous le payez que 95 et à celui de St Domingue  
que 80. par ce que cette progression d'impôt —  
ne produira point d'effet sur les marchés en  
Europe et que si le vous le payez au même  
prix d'ici il y perdrait. et comme tous les  
négocians font à la fois le même raisonnement  
et que l'argent est encore plus recherché que le  
Café, l'habitant sera naturellement obligé  
à consentir à vendre sa denrée au prix au quel  
la masse entière des commercans aura calculé  
de faire les mêmes profits que s'il n'avait pas  
payé de Droits. Donc ce n'est pas le négociant  
qui paye l'impôt mais bien l'habitant. Donc ce  
n'est pas sur le Commerce, mais sur la Colonie  
que l'impôt des Douanes est établi. ce qui le rend  
d'autant plus juste que c'est à la Colonie elle  
même à supporter ses propres dépenses.

Il en est de même pour les autres denrées et même  
pour les marchandises importées. en dernier résultat  
c'est l'habitant c'est à dire le Consommateur qui  
paye les Droits.

L'impôt des Douanes se répartit d'ailleurs  
équitablement et naturellement d'après les facultés  
de chaque Consommateur, par la raison que celui  
qui consomme 100 bouteilles de vin paye le double  
de celui qui en consomme cinquante. le luxe est  
atteint. Les moyens coercitifs sont d'ailleurs

inutiles pour en opérer la perception. Les contribuables viennent d' eux mêmes, sollicités d'être admis de leçons en tris. au lieu que les impôts directs ne sont souvent payés que par force

Il me semble qu'un système de finances basé sur ces considérations remplirait le but du gouvernement autant que les circonstances dans lesquelles se trouve la Colonie le permettraient, ainsi que le vœu des habitants qui s'égayer de toute gêne de toute entrave dans l'intérieur se porteraient avec plus d'émulation au rétablissement des habitations.

autant pour secourir le zèle des planteurs remplir le vœu du gouvernement que pour la besogne prenant de la Colonie. on pourrait exempter de tout droit d'entrée les marchandises introduites, tous les animaux vivans, et diminuer les droits sur les bois de construction introduits même par des navires étrangers.

Un droit sur les salines pourrait également être établi sans inconvénient, mais dans les circonstances actuelles il serait impolitique d'y assujettir tous les autres objets d'industrie intérieure. et pour que cet impôt ne fut ni gênant pour les contribuables ni coûteux à percevoir. le moyen de l'abonnement sur les produits présumés des dites salines serait celui qui me paraîtrait le plus convenable.

quant aux réglemens pour la culture —



parmi ceux qui ont été publiés depuis 5 ans il se  
trouve des dispositions dont le succès avait démontré  
la bonté. J'en avais une collection que j'en perdus  
mais il fera facile au général en chef de se les  
procurer et s'il veut alors me charger de rédiger  
un règlement général en formant un ensemble de  
tout ce qui se trouve de bon dans un grand nombre  
d'arrêtés dont on peut élaguer ce qui paraîtrait  
inutile ou vicieux, après m'avoir donné ses  
nouvelles idées je serai en sorte de m'acquiescer de  
ce travail à la satisfaction du g<sup>l</sup> en chef.

Le rétablissement du battin dans la  
partie espagnole, doit être également l'objet de  
la sollicitude du gouvernement qui doit lui proposer  
de tous les moyens, une bonne police intérieure  
et l'exemption de tout impôt pendant quelques  
années y attireront des spéculateurs français  
dont l'activité et l'intelligence auront bientôt  
repeuplé d'animaux utiles la ci devant partie espagnole.

même aujourd'hui il ne paraîtrait impossible  
de rien ajouter à la sévérité du règlement du 4 Frimaire  
dernier, mais il est nécessaire une fois l'ordre établi  
d'engager fortement les propriétaires et les fermiers  
surtout les blancs à aller demeurer sur leurs habitations  
entre le bien que leur surveillance produirait pour  
la culture ils deviendraient autant de sentinelles  
vigilantes pour le gouvernement.

L'Administration des Domaines nationaux. Le

Laigst sous maison dans la ville du Cap  
ayant autrefois appartenu aux religieuses de cette  
ville. Je ne sache pas qu'il y ait jamais eu d'autre  
bien féquetté vendu dans toute la Colonie. Il n'a  
jamais existé de liste d'émigrés particulière à  
l'île de St Domingue et je ne connais pas les  
dispositions nouvelles du gouvernement français  
relatives aux biens des émigrés; mais si le Capitaine  
général était autorisé à les vendre il trouverait  
par ce moyen d'assez grandes ressources surtout  
lorsque la tranquillité se rétablirait parfaitement  
et plus encore s'il juge politique d'admettre des  
étrangers à la concurrence. Quant aux affermages  
les mesures contenues dans les lois Sautes à St  
Domingue ne paroissent sages; mais elles n'avaient  
jamais été littéralement exécutées. aussi existe il  
beaucoup de biens à ferme qu'on peut revendre lorsque  
les circonstances le permettront.

N'ayant sous la main aucun document —  
je n'ai pu donner à ce mémoire tout le développement  
qu'il eût exigé. Je desire que tel qu'il est il puisse  
être de quel qu'utilité au gouvernement.



Déjà, en 1788, Thomas Raynal 914  
écrivait ceci dans son "Essai sur  
l'administration de Saint Dominique"  
(page 38) Les nègres et métis, libres,  
~~ils ont de beaux~~ esclaves et de grandes  
~~terres~~ terres; ils ont à certains, grands privilèges  
et les privilèges des grands colons.  
Le privilège local les place cependant  
au-dessus des derniers blancs. L'un,  
même libre du Cap fait une proie de  
celui-ci à son premier contact. Un  
affranchi qui voudrait ainsi son maître, qui  
partage son aïeux avec lui ne peut être  
un homme vil, quoiqu'il soit noir. Devrait-il  
se mettre en rivalité avec le blanc parvenu  
qui vend son pain au coin de rues?  
Et puis, quel- en avilit son caractère  
celui de l'homme qui s'en est fier de armes,  
qui font partie de la milice:  
Je voudrais au contraire leur instituer  
des honneurs et des distinctions propres,  
admettre les plus notables à certains  
grands honneurs et leur donner à faire les  
droits de la liberté, qui sont les mêmes  
droits des blancs avec les blancs.



Un obscur brésilien s'installa dans une  
ville: Cap. Français ou Port-au-Prince.  
Il vend du bœuf, du jambon, du bon-  
gris, etc. Sa boutique est française.  
Mais sans l'ancienne boutique, il rogne  
les cœurs et les pous d'or, les piastres  
de l'Espagne et les portugaises. Il achète  
clandestinement du sucre et du vin  
volés par des nègres. Il paie ses gages  
Il fait fortune et part pour France  
avec une valise de piastres sans  
que la police ni le gouvernement aient  
jamais eût le moyen de lui  
Un apothicaire vend de l'arsenic  
aux nègres et des drogues médicinales  
achetées à 50% de moins à des  
chinoisiers sans qu'il y ait  
Personne ne s'en doute et universelle  
empoisonneur, ce voleur.  
Un chimiste au cas disait tel  
estropie le malheureux qu'il lui  
il l'écrite au vénérable avec de  
un livre corrompu. Imprimé.



15 L'argent d'Espagne était paume, en  
bonnes pièces d'or. Les exactions,  
les traites étaient aussi exhorbitants.  
Il faut attribuer la disette extrême  
du numéraire à ces causes.

Même un vaincu de Saint-Domingue  
contre cette disette (même de petite monnaie)  
Mais, comme on s'habitue à tout, on  
se résigna à donner de cette monnaie  
même de l'argent.

Le numéraire espagnol qui vaut 24  
lignes en Espagne est venu à Saint-  
Domingue pour trente. La différence  
de 24 à 30 (soit 6) est le premier  
gain. Ensuite vient le gain sur la  
denrée achetée en contrebande  
(c'est à dire à meilleur marché que  
le prix de France (exclusivité furieuse)  
à tout donner à la Métropole qui  
fait le prix lui-même.

Autre : Un armateur achète pour 20.000  
d'argent léger, qu'il est sûr de placer à  
St. Domingue à 40. Il en a donc pour  
40.000 de valeur. Et beaucoup font cela.



9 Le monnaie, contre fait, introduit par le  
anglais paraissant au début (4<sup>es</sup> contre  
120 £)  
Peu à peu (le succès aidant, j'en ai aussi  
par l'influence ils ont réduit par l'alliage  
à moitié, en tiers, au quart, enfin  
on a vu à 1<sup>er</sup> d'or du même doré  
donné et ceux au paiement de 1104.  
Ces monnaies contre fait, doivent  
encore se trouver sous forme à 1<sup>er</sup> d'or  
Puis ne pas nuire la colonie (c'est le  
précepte donné) on dit qu'il est dangereux  
de pousser les espèces rognées  
jusqu'à l'apparence du signe de la valeur  
sans qu'elles perdent tout le monnaie  
va disparaître (si l'on veut l'en  
au poids) Les espèces languissent & les  
deniers baissent et tout sera perdu  
Le titre illusoire de la monnaie (puisque  
la masse est viciée

Saint Dominique était le respecté  
de tous les princes & on rognait les  
les espèces altérées, ligées  
on a marié & les pousser au poids  
le poids de marchandise au poids des  
espèces rognées, altérées



Ordinairement, les anglais payaient le vin avec du  
bois, les sauteurs, etc. etc. y ajoutaient comme soldes  
des lingots d'argent.

On fait l'échange d'abord. L'argent  
avec le monnaie dépréciée ou achetée  
les deniers. Deux fois à la fois  
Mais il n'est pas après d'ailleurs du jeu  
que le producteur augmente le prix  
de ses deniers à mesure que le monnaie  
agit.

Les anglais firent fabriquer de fausse  
monnaie à Pétersbourg et à Vienne, c'est-à-dire  
deux fois plus inférieure  
à celle du même métal.

Cependant on ne reprit pas le prix  
d'un titre inférieur. La même tolérance  
eut lieu pour les quadruples de la papie  
d'Espagne. La légende de la monnaie

~~monnaie~~ monnaie sans altération était  
celle que ... Le volume d'argent, l'empreinte

qui caractérise sa valeur manque parfois  
Par le signe certain pour reconnaître  
une quadruple, un double louis, etc.

Les commerçants et les particuliers, de leur  
propre autorité soulevaient et prenaient que  
le louis qui passait (ou le quadruple) ou de la  
d'un demi louis serait avec pour 1 louis  
ainsi de suite.

Les anglais venaient changer des monnaies  
new-yorkaises contre des bons portugais.



4 Là est toujours le républicain qui se  
bataille augmentation sur le monnaie  
quand la bête est sûr, les monnaies  
d'appréciation exacte et uniforme.  
Et lorsque la cause de cette augmentation  
ne provient pas d'une dette de métal  
qui une intervention quelconque peut  
faire passer d'une part à un autre.  
Les espèces circulantes consistent en grande  
partie en pistoles courtes, rondes, octogones.  
Leur forme inégale et leur déperdition de  
poids laissait aux faiseurs la facilité  
de les rogner.

D'une part : augmentation de la valeur  
numéraire ; de l'autre : diminution de la  
valeur intrinsèque. Rupture de proportion  
par déséquilibre dans les moyens d'échange  
avec la métropole.  
Quoique ne représentant pas tout ce que  
l'on signifiait de sa valeur intrinsèque  
elle était fixée comme à perpétuité  
dans la Colonie. Et c'est l'absence de  
France valait 1/3 en tiers, une opération  
constamment pratiquée à chaque baine  
d'Espagne consistait à venir de France  
avec de l'argent remis à un  
amateur



6 / sucre, café, indigo, soie — 1.000.000

On paie aux exportateurs en sucre  
café, indigo pour les produits, fictifs  
ou réels. Commerce d'échange

Pas d'effices à donner à l'indigo  
Pas de monnaie de bon aloi.

Les américains utilisaient le bon or en  
circulation à l'indigo, en substituant  
de mauvais. Les espagnols aussi

### MONNAIE

Les cours de fluctuations à la côte d'Espagne  
le commerce intérieur ont introduit les  
premières pièces d'argent et d'or à  
Saint Domingue; et on les exportait  
en France avant la culture fut un objet  
de retour pour le commerce plus profitable  
que le sucre. La monnaie espagnole fut  
assimilée à la monnaie nationale; il n'y  
en avait presque pas d'autre à l'indigo.  
On a augmenté la valeur de la monnaie  
espagnole pour l'exportation de sucre. Un  
tiers en plus.

La valeur de marchandises est toujours  
proportionnée avec la valeur du signe  
qui les paie. Le producteur de sucre  
augmente son prix d'un tiers aussi



Exportation en 1789  
 sucre blanc — 80 millions de # à 90 f.  
 " brut — 28800.000 — 27 f  
 Café — 38.700.000 # à 10  
 Indigo — 1204.400 — 19  
 Coton — 4.907.000 — 11  
 Cuius — 12.000 — 6  
 Peaux — 200.000 — 9  
 Cacao — 4.000 — 1-10

Sans doute vendue ailleurs aux Indes  
 pour 4 millions de livres au plus.  
 Aux Espagnols pour 400.000 f  
 de la France

Portail de marchandises de France  
 vendue aux Anglais:

2.000 barriques de vin à 190 f.  
 900 quintaux d'huile à 82 f  
 600 " de savon à 80 f.  
 10.000 pots de liqueur à 1 f.

Aux Espagnols.

800 barriques de vin à 190 f.  
 2.000 barils de farine à 90  
 8.000 pots de liqueur à 1

Foules et toiles — 600.000  
 Bijoux — 360.000  
 Joyaux — 730.000



4/ Les anglais introduisent également pour  
2 millions de l. à peu près de nègres  
par an (en contabande)

Ce qui porte à plus de cinq  
millions par an le commerce  
fait par les anglais

Le commerce avec les espagnols n'atteint  
pas au delà de 2 millions 500.000  
en bœufs, cochons, mules et chevaux.

En contabande aussi: plus de 300.000  
piastres. — Le plus saillant, ce sont les  
anglais (qui savent tout voir) qui agissent  
de médiateurs entre colons et espagnols  
des côtes de la zone soviétique d'Asie  
des contabandiers. Il est défendu aux  
espagnols de vendre ou d'acheter  
sans peine de confiscation.

Pour Rio et la Havane fournissent  
aussi des bœufs et des cochons,  
des chevaux et des mules  
Les Américains également

Pour les espagnols et les anglais (c'est-à-dire au  
commerce) il donne lieu chaque année  
à 2.000 bœufs, 3 à 4.000 mules, 600 chevaux  
3.000 cochons



3 — C'est d'autres objets de consommation  
à Saint Domingue que l'on ne trouve  
pas dans le tableau d'importation  
ci dessus, tels que le riz, le bois de  
construction, la mouture, le bœuf  
de charbon, le mulet et le coiffe.  
Tout cela y arrive cependant chaque  
année (introduit par les anglais)

300 chevaux à 300 l.

400 bœufs 150

4.000 quintaux

de mouture — 20

2.000 barils de bœuf à 20

400.000 pièces de bois à 1 et 10 l.

800 quintaux de bœuf à 150

200 barils de manrique à 50

2.000 barils de bœuf à 90

5 millions de mouture à 100

40.000 barils de riz à 40

5.000 barils pois et maïs à 50

6.000 " de farine à 40

200 quintaux de suif à 50

500 barils de bière à 40



2/ Huile — 1.000 quintaux à 82 livres

Fromage — 300 — à 100

Tuile et Lignure — 100.000 # à 12

Vin de Bordeaux — 30.000 barriques à 100

Vin de France — 12.000 — à 40

Arène — 2.000 barriques à 40 livres

Quaique — 1.800 quintaux à 20

Liquoreux — 20.000 pots à 1

Marchandises riches:

Frites

Soieries — 2.000 ballons à 100 l.

Alun carbure

Bijouterie

Vente de Nègre — 20000000

La consommation annuelle de sucre  
ci dessus a été de 42 millions de 1780  
à 1789. — Elle a excédé 48 millions en 1790.  
La Métropole n'envoie pas la farine  
en quantité suffisante. Elle en manque  
elle même. Le complément de 10 à 60.000  
barriques est fourni par les autres



Le plus considérable objet d'importation consistait dans l'acquisition de esclaves destinés à l'exploitation des terres. On en introduisait chaque année 10 à 15.000 à Saint Domingue. Le régime de valeur (la pièce de l'inde) variait de 4.500 à 2.000.

En achetant au comptant, on obtenait une diminution d'un cinquième. Les quantités de sucre et de Tabac n'ont été fixées qu'avec des avis de la Couronne introduits en grande et à meilleur marché par les Anglais.

Les autres articles d'importation consistaient en produits de consommation :

Farine — 10 à 60.000 barils à 90 livres

Pois — 30.000 " 40 "

Beurre — 13.000 quintaux à 48 "

Lard — 24.000 quintaux " 24 "

Chaudron — 1.300 " 60

Bougie — 400 " 180

Bois — 2.600 " 80



~~La mulâtresse~~. 65 bis

"Le luxe des mulâtres, dit Drouot  
de Saint Méry, était poussé au dernier  
degré. Tout ce que l'Inde produisait de  
plus beau, de plus précieux en mousseline  
ou en mouchoirs, en étoffes et en soie venait  
parvenir à nos jours de la mode pour embellir  
ce beau sexe. Des riches dentelles, des bijoux  
dont la multiplicité augmentait la valeur  
étaient employés avec profusion !...  
"La plupart des mulâtres demeuraient  
chez une blanc, et sous le titre de ménagères  
elles avaient secrètement toutes les fonctions  
de l'épouse..."



des quaterounes <sup>et</sup> ~~de~~ <sup>65</sup> mulâtresse ~~aux~~ <sup>aux</sup> ~~lunes~~  
femmes blanches, il était défendu à ~~elles~~ <sup>ces</sup> ~~de~~ <sup>réprouvés</sup>  
de ~~s'habiller~~ <sup>se vêtir</sup> comme celles-ci, sous peine  
de perdre leur liberté et de voir confisquer  
robes de luxe, bijoux, dentelles, et d'être  
emprisonnés par surcroît.

~~Une femme blanche de Port-au-Prince.~~  
~~dame Ravinet, née Laurette Mozart~~  
~~Laurette Mozart~~ (dame Ravinet) certifie  
dans son livre qui a pour titre: Mémoires  
d'une Créole de Port-au-Prince, qu'une

ordonnance, rendue au Cap, défendait aux  
mulâtresse de porter des souliers. Le  
lendemain de la publication de cette ordonnance,  
on vit cette chose étrange et belle, ~~à la fin~~  
une procession de mulâtresse, sans souliers,  
mais avec, aux doigts des pieds, des diamants.

Cette loi fut rapportée aussitôt, il était  
permis désormais aux mulâtresse libres  
de porter leurs jolis mouchoirs, leurs boucles d'oreilles  
d'or ou de diamant, leurs colliers de grenat  
ou de perles, leurs souliers de castor blanc  
ou de ruban de soie, leurs robes de mousseline  
ou de tulle, leurs jupes de Madras  
ou de Talcote. Suite au ~~Vol. 1~~ <sup>Vol. 2</sup>



Le mot affranchi

66

~~Le mot "affranchi" n'implique pas, comme  
il le fait, une application ethnologique appliquée  
au mulâtre, puis séparément~~

Le mot affranchi avait un sens collectif  
à Saint Domingue; il ne signifiait pas  
une idée d'exclusion, incompatible du reste  
avec les lois et règlements en usage. Ce  
n'était pas une application ethnologique  
spéciale au mulâtre, puis séparément.

Du point de vue de la formation sociale  
~~des~~ <sup>chânes</sup> ~~classe~~ <sup>désignait en 1790 les</sup> ~~ce mot comprenait~~  
tous les noirs et mulâtres libres, comme le

mot esclave indiquait l'état ~~de servitude~~  
d'un <sup>groupe humain,</sup> ~~groupe~~ composé de noirs et de mulâtres  
aussi, mais ~~non libres~~ vivant dans la servitude

~~Le mot affranchi veut dire encore, par opposition  
à ce mot esclave qui impliquait même l'idée d'un maître  
de dépendance absolue, et de son maître.~~  
Le mot affranchi, <sup>au contraire,</sup>  
désignait une classe <sup>ou groupe</sup> humain en  
voie de développement perfectionnement.  
En somme, le mot esclave est l'antonyme de libre  
comme le mot affranchi est le ~~contraire~~



64  
En somme, l'affranchi n'était autre chose  
que l'embryon ~~de ce~~ ~~l'homme~~ d'une classe  
intermédiaire.

Dans la masse des esclaves, on remarquait  
des hommes de toutes les couleurs : nègres,  
griffes et mulâtres. Dans la classe des  
affranchis, c'était la même chose <sup>également</sup>  
on remarquait ~~qu'on~~ des nègres,  
des griffes et des mulâtres.

Les affranchis possédaient le quart de la  
fortune de Saint Domingue, estimée à deux  
milliards de francs. <sup>ils étaient propriétaires de plus de  
2.000 exploitations agricoles</sup> Leur activité par  
leur industrie et la <sup>des plus riches qu'ils avaient  
deux jours en France</sup> mise en valeur du sol, ils

contribuaient, dans une très large mesure,  
à faire de <sup>Saint Domingue un</sup> ~~la colonie~~ ce pays merveilleux  
~~si souvent vanté par les voyageurs et le~~  
la perle des Antilles, comme on dit aujourdhui.

Les 30.000 affranchis ~~au~~ (recensement de 1788)  
de la colonie étaient presque tous propriétaires  
d'esclaves; les uns en avaient plus que les  
autres évidemment. Un Julien Raimond ou  
un Carrié en avait plus qu'un affranchi  
qui n'était qu'ouvrier ou boutiquier comme un  
Carpentier ou un Tailleur possédait cent fois  
plus d'esclaves qu'un charpentier blanc.



in various...  
the...  
...

...  
...  
...  
...  
...

...  
...  
...  
...  
...

...  
...  
...  
...  
...

...  
...  
...  
...  
...

...  
...  
...  
...  
...



L'élément noir (hommes et femmes) ne figurait que dans la proportion d'un dixième. Plus de femmes que d'hommes.

Les petits blancs n'affranchissaient presque jamais leurs esclaves; ils en avaient peu du reste. Les petits blancs n'étaient que serruriers, tourneurs, tonneliers, boulangers, fondeurs, armuriers, maçons, boutiquiers, tailleurs de pierre, charpentiers, seigneurs de long, charreons, menuisiers, couvriers, etc, c'est à dire des hommes sans fortune. Presque toujours, les enfants issus d'une négresse ou d'un petit blanc étaient versés dans ~~l'affranchissement~~ troupeau des esclaves, quoique mulâtres.

Le mot affranchi, ~~avec son d~~ n'impliquait pas l'exclusion d'une couleur; Les affranchis étaient noirs et mulâtres. Cependant, les affranchis noirs étaient peu nombreux à Saint Domingue.

Les documents historiques du temps disent, qu'en 1703 il y avait 500 affranchis, en 1715: 4.500, en 1750: 4.000, en 1780: ~~15.000~~ <sup>mulâtres affranchis</sup> ~~15.000~~ en 1780: 22.000, en 1789: 30.000 dans la colonie, ~~et~~ 10.000 en 1769. ~~et 30.000~~

~~1788~~. Effrayé de cet accroissement d'hommes qui pouvaient être un jour, disait le prince de Rohan, funeste au sort de la colonie, le gouvern<sup>ement</sup> ~~fait~~ <sup>avait</sup> publié diverses ordonnances tendant à limiter leur nombre. ~~des affranchis~~ <sup>Malgré 1788 on en</sup> ~~comptait 30.000~~ <sup>comptait tout à l'heure</sup> Nous avons dit, ~~précédemment~~ qu'on devait comprendre, dans la classe des



101  
affranchis, - des mulâtres et des noirs, <sup>mais</sup> ~~et~~ que les  
noirs y étaient peu nombreux. L'homme qui se  
signala le plus, au 19<sup>e</sup> siècle, par sa propagande  
anti-esclavagiste et son immense amour pour  
les noirs, Victor Schoelcher, a fait remarquer,  
dans sa "Vie de Toussaint Louverture", que les  
affranchis essentiellement noirs appartenant  
plutôt au sexe faible. Les hommes étaient en  
très petite minorité dans cette classe, ~~15%~~ à  
~~peu près~~ Schoelcher explique la présence des femmes  
noires dans le groupe des affranchis par la  
raison ~~leur~~ <sup>tout</sup> naturelle qu'elles étaient les concubi-  
nes des colons et les mères de leurs enfants  
mulâtres. En tout cas, Nicolas Beggars, César  
Bélémagne, Mars Belley, Bellegarde, Lambert  
Etienne Salomon, tous des noirs authentiques,  
appartenant à cette minorité dont parle Schoelcher,  
ont jeté de la gloire avec profusion sur ce  
fray.

Un point de vue historique, on doit cependant  
dire que la classe des affranchis était surtout  
composée de mulâtres.



63

Le service militaire de l'affranchi. - (et autres services)

Les affranchis (mulâtres et nègres libres) étaient tenus d'appartenir, pendant trois ans, à la Manécharrie. Ils étaient soumis aux corvées et à la réparation des grands chemins, travail extraordinairement pénible comme on le devine. Mais leur principal emploi était de poursuivre et de capturer les esclaves marrons.

Les affranchis appartenaient <sup>aussi</sup> ~~parfois~~ à la milice coloniale, service d'infanterie ou de cavalerie, ~~mais ils ne recevaient aucune paie.~~ Cependant, ils étaient tenus de s'équiper à leurs frais, quoiqu'ils ne recevaient aucune paie. Même instruits, ils ne pouvaient servir comme officiers. Ils ne pouvaient être non plus instituteurs, pharmaciens, prêtres, avocats, médecins, juges, etc.

~~Si un affranchi~~ Rien ne pouvait assimiler l'affranchi au blanc, l'obscur artisan <sup>blanc</sup> comme le grand planteur, ~~à l'affranchi.~~ Même quand ~~est~~ l'affranchi était instruit et <sup>riche le plus</sup> ~~valait~~ comme Julien Raimond. La plus vive antipathie l'éloignait du blanc ~~qui~~ ~~l'affranchi qui, du reste, ne lui permettait pas de~~ ~~de s'habiller comme lui~~ ~~qui, du reste, le haïssait~~



L'affranchi ne pouvait s'habiller comme  
le blanc, ni s'asseoir <sup>sur</sup> le même banc  
au théâtre, dans les arbruges, sur les bûches,  
sur les places publiques, etc. A l'église,  
une place spéciale lui était réservée, et  
la même était dite séparément, à des heures  
fixées à l'avance pour l'un comme pour  
l'autre groupe. "L'intérêt et la sûreté  
de la France voulaient, dit Hilliard d'Au-  
bertuil, <sup>(1)</sup> que nous accablions d'un très  
grand mépris qui couvrait de secondait  
jusqu'à la sixième génération d'un afri-  
cain; il serait toujours couvert d'une tâche  
ineffaçable." "Ce n'est que par des lois de  
rigueur, dit un négociant de l'époque, que  
la classe des mulâtres doit être conduite; il  
est nécessaire d'affronter sur elle le mépris  
et l'opprobre qui lui est dévolu en naissant,  
et ce n'est qu'en brisant les ressorts de leur  
âme qu'on pourra la conduire."

A partir de 1779, pour empêcher l'assimilation

(1) Hilliard d'Aubertuil. - Considérations  
sur l'état présent de la Colonie française  
de Saint Domingue (1772)



Les Négociants de Saint Domingue ne  
font généralement aucun commerce direct.  
ils sont considérés comme les Commis des  
Négociants de France. Ils reçoivent des  
cargaisons de marchandises à leur  
et se rendent pour le compte de leurs  
commettants. Ils font ensuite l'exportation  
de ces produits en denrées du pays, et  
les chargent en retour.

Ces ventes et achats s'opèrent aussi  
par les Capitaines de navires sans  
la médiation d'un Commissionnaire.

---

À Saint Domingue, toutes les affaires  
se traitent à crédit. Tel homme  
qui achète à crédit une habitation  
valant 100.000 écus n'en paiera  
que 10.000 sur un billet à ordre.  
Le marchand qui refuse cent livres  
en argent payables en trois termes  
vendra pour 12.000 francs de  
nègres et un an de terre.



Les gros capitalistes français ne  
traversent pas les mers pour aller  
fonder des comptoirs à Saint Domingue.  
Ils y envoient leurs fautes sans fautes  
différentes. Les indigènes, les nègres  
sont livrés à terre avec engagement  
de payer avec le produit de la terre  
exploitée. Pas de conditions rigoureuses  
pour décourager le colon qui y met  
son temps, sa peine dans un climat  
météorologique

Chaine une ~~et~~ interrompue d'emprunts  
et d'avances. "Pâte moi afin que  
je vous rembourse"

Toujours, après fortune faite, le colon  
s'en va, laisse ses fautes et ses dettes  
à un acquiescent qui succède à ses  
engagements. On paie les intérêts;  
quelque fois les capitaux.

On paie l'usure en empruntant à l'étranger.  
L'argent ne circule pas à titre de prêt.  
Les moyens analogues, oui.  
On reçoit les louis et les piastres. On  
l'indication du code circulaire



3 Aucun celui n'était aux richesses  
explicites pour acheter comptant. Même  
un Tasse.

On est débiteur et créancier en  
même temps en faisant son bien,  
non à des régimes inférieurs, mais  
à des acquiescements (quand on veut se  
mettre des affaires) on se débarrasse  
sur un autre de ses engagements, et  
le débiteur devient alternativement  
créancier



Le 1488, d'après Raynal, Navet Bruguere  
 fait, argent de France :

Les droits d'exportation sur  
 les sucres ————— 3.000.000  
 Droits de capitulation sur  
 le sel ————— 400.000  
 Le ~~Le~~ <sup>Le</sup> ~~Le~~ <sup>Le</sup> des ports ————— 80.000  
 La ferme de l'industrie ————— 40.000  
 Les droits de 5% sur les  
 loyers de maisons ————— 80.000  
 ————— 3.500.000

La dépense se monte

Le approvisionnement ————— 280.000  
 Le personnel ————— 6.000  
 Solde et subsistance de troupes — 640.000  
 Marine de la Colonie ————— 48.000  
 Fortification et artillerie ————— 450.000  
 Hôpitaux ————— 350.000  
 Dépense de vêtements de nos — 100.000  
 Loyers de maisons et logement — 80.000  
 Travaux et autres dépenses — 400.000  
 Dépense extraordinaires ————— 260.000  
 ————— 2.994.000

La balance est en faveur de la Colonie



2  
Le Royval n'a pas accepté au nombre  
de cette publique différents individus  
dameianus qui en font cependant partie  
Ni le droit municipal d'aut la  
maintenir est particulièrement  
subordonné aux Chancels (et qui s'entend  
par là la Caisse du Trésorier de  
la Colonie

Le droit dameianus consistait en  
droits de piage, amende, confiscation,  
Bastardie, droit de 2%  
sur la adjudication

Le droit municipal appelé aussi  
droit curial et suppléaire sont  
imposés par le magistrat de police  
à raison de tant par homme libre  
et esclave et servant à payer le  
salaire de Cur, le curiales de  
maintenir et le nouveau, ainsi  
de esclaves suppléaires

Droit de piage (barges pour  
travaux de rivière) 100.000.  
amende et confiscation 80.000  
(servant à payer le frais de la  
subsistance des prisonniers  
Droit de 2% (vente et échange) — 25.000



3 Deux ans et demi - 380.000  
sont à payer 40 ans,  
2 compagnies de manœuvres  
et une très petite somme en  
remboursement de quelques dépenses

À Saint-Jean, tout tend au relâche-  
ment. Les bureaux de l'administration sont  
mal équipés; on ne s'est point occupé d'y  
faire de progrès. Les recettes et autres places  
de finances sont données à des privilégiés  
qui savent n'y entendre rien.  
Le Contrôleur de la Colonie (c'est à  
dire l'ordonnateur des dépenses) qui, selon l'esprit  
de l'ordonnance est l'inspecteur de  
la comptabilité de toutes les recettes et  
dépenses est devenu par une erreur de  
régime un être passif dont le fonction-  
naire n'admet à signer tout ce qu'on lui  
présente. On l'a mis dans un grand bâtiment  
à une distance énorme de l'Intendant  
quand il devrait être à ses côtés.  
Le Contrôleur signe tout ce qui se fait  
en finances sans voir, sans avoir  
à sa charge et pendant par lui son compte  
au Ministre, après en avoir  
conféré avec le successeur



4 Le curateur aux biens vacants est  
chargé de régler et de percevoir les  
revenus des successions qui n'ont point  
d'autre administrateur. L'institution de  
cet office est nécessaire. Mais la cupidité,  
la négligence, l'impéritie de divers titulaires  
ont souvent frustré en tout ou en partie  
les créanciers et les héritiers de ces successions.  
Il est donc de vain un curateur sans  
réforme.

Il existe un Trésorier général  
résidant à Paris chargé de la rédaction  
et du recouvrement des comptes faits dans le  
bureau de l'intendant.

~~En~~ La multitude et la confusion  
des papiers sont autant de voiles épais  
mis devant ses yeux. Quel ennuie  
de compte. Qu'y peut-il voir ? Il  
s'en rapporte à son bureau. Les comptes  
de Venise, peuvent-ils donner le gage de  
fait à Paris d'ailleurs lorsqu'il est  
nécessaire de cette forme spéciale appelée  
Comptabilité. Les fautes opératives sont si  
bien marquées. Sept années de  
comptes anciens  
non présentés au Trésorier



Le homme est sorti libre de mains de  
l'esclavage. Mais la dégradation morale  
et l'apreté au gain <sup>avaient</sup> ~~étaient~~ l'esclavage.  
L'esclavage est une violation du droit  
naturel.

Une société barbare établie en Afrique  
a été la source humaine en vendant  
à des maîtres européens des membres  
qui la composent. On vend alternativement  
adultes, enfants, femmes, sujets  
plus fort selon la valeur du  
travailleur des lois naturelles et des  
droits

— Fortitude. — Le noir africain ne  
rapporte de la condition ~~humaine~~  
humaine en cultivant à la fois  
le café, le sucre, l'indigo, etc.  
la culture dans leur pays d'origine  
ils sont soumis à tous les excès du  
brigandage et de la violence.



Le colon riche repasse en France.  
Il n'y a point d'esprit national à  
Saint Domingue parce que chacun  
y apporte le sien, ses préjugés et  
sa éducation, ses vices domestiques, etc.  
Le gousou, le nouchou, le jacobin,  
le provincial en emportant avec  
mœurs propres, coutumes locales  
de habitudes de colonies.

À Saint Domingue on a des vues isolées  
et quelques intérêts communs.  
On croit être gascon ou provençal,  
jamais saint-dominguais.  
Le climat, le genre de vie, le travail,  
l'industrie ont nécessairement des  
influences générales sur cette diversité  
de colon. Le climat affaiblit et  
incline au repos. La cupidité réveille  
et gausse de la paresse. Les vices  
agacés portent aux plaisirs, aux excès  
dans le climat volcanique.  
Chacun se hâte, se dépêche; on a l'air  
de marchand dans une foire.  
On n'est pas citadin.



1/ Une habitation est la portion de terre  
cédée au premier colon, ou transmise  
à un descendant. On vendue  
L'étendue ordinaire d'une habitation  
est de douze cents pas carrés. Un  
12<sup>e</sup> est en sowing ou pâturage pour  
les animaux, le 1<sup>er</sup> ou 12<sup>e</sup> on choisit  
d'emplacement pour le bâtiment de  
la manufacture, le logement du maître  
et celui des esclaves. Un 10<sup>e</sup> est employé  
à la culture des vivres nécessaires à la  
subsistance du régime. Une autre 10<sup>e</sup>  
de même consacrée par la division  
ou autrement tracée dans la plantation.  
Le reste produit du sucre.  
L'exploitation de cette étendue de terre  
exige 200 esclaves, 120 mulets,  
40 bœufs et 300.000 livres de matériel  
pour le matériel de l'usine, dont  
le bâtiment du maître, le case  
à outils sont évalués à 200.000 livres.  
La terre toute nue vaut 100.000 livres.  
Le tout ne capital de 800.000 livres  
qui rapportera annuellement 350 à 400  
millions de sucre blanc dont la vente  
rapporte même 50.000 livres.







143  
Je vais, dans l'espoir d'être enrichi, affranchir  
un climat desastreux, et puis mener de  
nouvelles branches de commerce. Ma fortune  
particulière, augmentant celle de l'Etat,  
je deviens un citoyen utile; ainsi protégé, moi,  
par le fruit de mon travail; que  
ma condition de sujet s'allège en pro-  
portion des services que va vous rendre  
ma industrie; que je n'aie point  
à craindre, loin du souverain, celui  
qui abuseroit de son nom pour me  
nuire; que mon courage, déjà éprouvé  
par l'intempérie de l'air, par les dangers  
et les fatigues que je brave, ne s'affaisse  
sous le poids de l'autorité arbitraire.  
Je veux obéir, servir mon Prince, contri-  
buer à l'augmentation de sa marine,  
de son commerce et de ses finances, mais c'est  
moi commandé et non de m'occuper de  
ce que se destine pour votre intérêt  
et pour le mien.



2 " Si au contraire nous m'abandonnez, si  
je suis l'humanité, si nos agents,  
si ma propriété, ma santé deviennent  
insupportables, j'aurais encore mieux  
été exposé à tous les inconvénients  
d'un ~~ma~~ <sup>ma</sup> ~~tenue~~ <sup>tenue</sup> ~~natale~~ <sup>natale</sup> où j'ai eu  
sédimentairement un ~~ami~~ <sup>ami</sup> ~~frère~~ <sup>frère</sup>.

1<sup>er</sup> est le pacte tacite qui a été  
fait entre le souverain et les premiers  
habitants de Saint-Domingue

x x x

" 5 Dans l'origine de la Colonie française  
toute la institution seules été l'ancien;  
elles étaient préparées par le concours  
dances; elles sont toutes de la  
nature même de chose. L'administration  
était simple et les agents peu nombreux.  
Les affaires civiles entraient presque toutes  
sous l'ordre de la police souveraine.  
Les Colon eux même proposaient  
libéralement sur leurs intérêts; ceux  
qui les commandaient, non pas en



3  
milieu d'eux, avaient, indépendamment  
de l'autorité qui ils tenaient du Roi,  
un tribunal de concierges auquel  
ressortissaient volontairement  
toutes les affaires, tous les différends.  
Les subalternes, le prévôt, étaient  
désignés par le habitant.

Un officier de milice, après avoir entendu la  
cause, allait juger au Conseil, sans avocat,  
sans procureur, le demandeur opposait son  
affaire et son titre en face de l'adversaire;  
le bon sens prononçait, éclairé par  
les premières notions qui suffisaient  
alors, et tout cela était bon.

A mesure que les circonstances s'exi-  
geaient, on proposait un règlement;  
la chose s'adaptait, et il était propre  
à la Colombie, car il y avait été fait.  
alors il y avait un esprit public.  
C'était la première à la Colombie  
dont on peut compter la fin en 1730.  
De puis cette époque, j'ai vu



4  
l'accroissement de la culture  
et de la population, les affaires et  
les places se sont multipliées,  
et tout a changé de face, c'est à  
dire les anciennes institutions sont  
devenues utiles sans avoir été abrogées.

On a fait d'autres règlements sans liaison  
sans concordance avec les premiers.

On a supprimé une troupe sédentaire  
et acclimatée qui formait des officiers  
parvenus aux emplois militaires du pays.  
on a envoyé de France une grande  
quantité d'hommes nouveaux pour  
occuper les places, tous les postes  
d'Etat Major, de la Magistrature  
et des Finances. On a aboli le  
Milieu et le Etat Major. ~~Ensuite~~  
~~on les a remplacés...~~ Toutes leurs fonctions  
sont attribuées à des Commandants de  
quartiers. Ensuite on a réuni les Etats  
Majors. Comme il n'y a aucune autorité dans  
l'exercice est indéfini et qui varie



et les écrivains constants du fort ou faible.  
 Les tribunaux se trouvent vis à vis  
 d'eux en opposant au réclameur.

... Administration et justice sont deux  
 choses bien différentes et qui exigent  
 chacune un homme tout autre.

... Entre les officiers militaires, les  
 magistrats, les officiers de milice, chacun  
 a seulement ce qu'il faut pour enlever  
 l'autre le autre. On se contrarie,  
 on se dispute sans cesse sur la  
 qualité, et voit à comment l'admini-  
 stration est dépourvue d'autorité et de  
 dignité. Sans ce conflit personnel  
 de volontés, de prétentions, on s'adresse  
 aux chefs pour le plus petit détail  
 et, au lieu de guidance, leur temps se  
 passe à palabres sur les faits pratiques.

Philippe Thomas Ragnal  
 J'ai vu l'administration de Saint  
 Domingue (1785)



(X) Tout homme qui a le sens droit et  
la faculté de bien voir, de bien observer  
peut rendre de réels services à son pays  
pour

Chaque Président a donné son ton et  
sa manière à l'administration publique  
lâche avec celui qui est faible. Impitoyable  
avec l'ignorant, Violente avec l'homme  
débile.

Les lois se succèdent et s'effacent  
presque instantanément.

Jamais un gouvernement moderne  
fixe ses desseins. Peut simplement  
parer à ce qu'il voit venir. (X)  
1

Tout le Gouvernement est l'Intendant  
sur le territoire des Indes  
sur le territoire Perouguila  
la mer, le territoire  
M. Raynal. Enceinte  
L'Administration de l'Inde  
Duménil 1755



Gouverneur et Intendant

L'Administration de Saint Domingue  
est confiée au Général et à l'Intendant.  
Le premier commande seul les troupes  
et les milices, il est chargé de pourvoir  
à la défense et à la sûreté de la Colonie;  
il ordonne de tout ce qui y a rapport.  
Le second gouverne seul les finances.  
Tous les deux réunis dirigent en commun  
la haute police, la justice, le com-  
merce, la navigation, l'agriculture,  
les communications, les fabriques et paroisses;  
ils prennent sur ces différents objets  
même des ordonnances provisoires,  
qui ont force de loi, jusqu'à ce qu'elles  
aient été annulées ou confirmées par  
l'avis du commandement supérieur  
qui appartient au Général, et  
résultent toute de juridiction  
qui s'étend sur tous les individus  
et sur tous les objets, à l'exclusion  
de son collègue. Celui-ci réunissant  
par sa magistrature la pluralité  
des détails et des relations d'adminis-  
tration, sans les moyens d'exécution



que le commandement d'une armée  
Général, il arrive que le gouvernement  
est purement militaire, lorsque le  
Gouvernement a quelque énergie dans  
le caractère.

Ici au contraire c'est l'Intendant  
qui est le homme capable <sup>(1)</sup>, à moins  
que le Général n'adopte ses vues et  
ne veuille comme lui, l'Administration  
laquelle faite de moyens, parce que  
les subordonnés immédiats du  
Général ne le sont point de l'Intendant,  
et que toute la police est entre leurs  
mains.

Le Gouverneur et l'Intendant ont  
l'un et l'autre leurs représentants dans  
un ordre hiérarchique semblable et  
différent. Deux commandants militaires

(1)

Comme dans le cas de M. de Chegny  
(avec...) me de l'Intendant Marchais  
avec le Gouverneur du Chili.



3  
particuliers au Nord et au Sud  
reçoivent les ordres du Général  
et les font passer aux Lieutenants  
de Roi, aux Majors et Aide-Majors  
répartis dans les places de leur com-  
mandement. Tous les habitants  
de la Colonie étant en outre fournis  
en compagnies de milices sont subor-  
donnés personnellement, eux et les  
commandants de leurs quartiers dont  
ils ont la police, à ces différents  
officiers de l'Etat Major; et comme  
on a mêlé à cette constitution mili-  
taire des détails de police et de  
municipalité, tels que les recense-  
ments et les chemins qui servent  
à l'Intendant, celui-ci est reconnu  
comme Magistrat par une classe  
dépouillée militaire, et lui ordonne  
sans être obéi.  
Les représentants de l'Intendant  
sont des Commissaires de Marine  
chargés dans les différents quartiers



4/ de lui rendre compte de la perception  
des impôts, des recettes et dépenses,  
maintien des magasins et  
de la discipline des troupes...

Le Gouvernement de Saint Domingue  
dépend donc absolument du caractère  
et de l'union des deux Chefs...

Dans cette association, celui qui prend  
le plus est évidemment celui qui en  
trouve le plus, c'est à dire le Général.  
Il devrait être d'un national conciliant  
d'un jugement sûr, d'un caractère  
sûr et ferme à la fois, sachant  
les conseils et capable d'un bon usage.  
Il doit aussi disposer de l'autorité mili-  
taire. D'agencement et modulation.



5 / Il faut que l'autorité soit une, et que  
le Souverain gouverne. Il n'y a pas  
que le commandement des armes. Il  
existe une partie importante aussi qui  
suppose dans celui qui l'exerce la  
connaissance des lois et des rapports  
politiques. Magistrature civile.  
Le procureur romain était revêtu  
de cette autorité. Son éducation, ses  
études, ses occupations embrassaient  
tous les états et tous les devoirs du citoyen.  
Une distinction qui s'est faite chez  
les peuples modernes entre les Clercs  
et les Chevaliers, <sup>durant</sup> ~~après~~ le premier  
état de barbarie, <sup>en France et ailleurs,</sup> ~~à l'époque~~  
les Chevaliers n'avaient d'autres exercices  
que celui des armes. C'est celui qui défend  
et qui protège, d'où une indifférence  
presque méprisante de la noblesse  
pour les fonctions et les études de la  
magistrature civile. La noblesse s'est  
donnée exclusivement à la profession  
des armes.  
D'où la nécessité de l'interdiction dans  
est venue { les provinces françaises  
pour la partie civile  
de l'administration



6/ Un grand seigneur français qui ne connaît que le commandement absolu, l'obéissance aveugle, se départ difficilement de cette habitude d'ordres donnés et exécutés sans réplique. L'observation des formes lui paraît minime; il veut abréger, aller au but. Il ne veut pas qu'on lui réponde.

---

" Il est difficile de confier à un Maréchal de Camp ou à un Chef d'Escadre une magistrature unique s'il ne sait la remplir parfaitement.

Il est aussi ridicule de lui associer un homme qui est son rival (en autorité) et son ennemi réel qui peut à chaque instant le contraindre, l'embarrasser.

Comment concilier ces deux hommes trop souvent incompatibles à l'autorité? Comment donner la stabilité au pays?

L'intérêt est exposé de la part d'un Grand seigneur vis-à-vis à des actes d'autorité et de mauvais traitements.



4 Le Gouverneur et le Intendant sont  
livrés à leurs représentations ou à quelque  
officiers qui fait tout, qui se charge  
de tout.

Les militaires s'occupent du Général.  
Les gens de loi ou de finance de l'Intendant.  
Chacun cherche à étendre ses privilèges  
de son ordre. Les habitants, mécontents  
des uns et des autres, et espérant qu'un jour  
leur gouvernement sera meilleur, arrivent  
en foule, obéissant ces deux hommes de  
coups, et de demandes. Le lettré  
surveille par centaine. Les ecclésiastiques  
sont accablés par le poids d'une correspon-

pondance inutile et inutile.  
L'ensemble de l'administration est  
abandonné au Gouverneur et au l'Intendant  
qui ne savent comment s'y prendre  
tantôt ils craignent d'un peu de liberté  
où elle serait utile, tantôt ils l'empêchent  
où elle nuit. Souvent ils se découragent  
et laissent aller la barque au vent  
qui s'effondre. Alors s'exercent les vexations  
des subalternes. Les sous-ordres, chacun  
dans son district, veulent être le gouvernement  
ou l'Intendant.



Par homme au de voir du commun  
 pour le ton et l'attitude du chef, il en impose  
 L'autorité est prouvée. Les citoyens  
 sont sous le fauet du plus morose  
 subalterne qui ordonne et qui menace.  
 On pourrait distinguer (nouveau monde)

Le prisonnier <sup>avait toujours</sup> se faisait payer de deux  
 centes. Pour saisir et ne pas saisir.

Un homme né d'une acclimaté vaut  
 un homme d'esprit qui ne l'est pas.  
 Celui qui acquiesce de connaissances locales  
 et qui inspire de la confiance en ses  
 moeurs, en ses principes vaut mieux que  
 l'autre.

Il ne peut voir ce qui se passe  
 que par les yeux de son préposé. Et si  
 celui-ci voit mal... alors...







1754. - Mr. Bork  
 1761. - Mr. de Bony  
 1762. - Mr. le Comte de Belzunce  
 1764. - Mr. le Comte d'Estaing  
 1766. - Mr. le Prince de Rohan  
 1770. - Mr. le Comte de Noailles  
 1772. - Mr. le Chevalier de Vallière  
 1779. - Mr. le Comte d'Eu

1781. - Mr. le Comte de Choiseul  
 1784. - Mr. le Comte de Ségur  
 1786. - Mr. le Comte de Choiseul  
 1789. - Mr. le Comte de Choiseul  
 1790. - Mr. le Comte de Choiseul  
 1791. - Mr. le Comte de Choiseul  
 1792. - Mr. le Comte de Choiseul  
 1793. - Mr. le Comte de Choiseul  
 1794. - Mr. le Comte de Choiseul  
 1795. - Mr. le Comte de Choiseul  
 1796. - Mr. le Comte de Choiseul  
 1797. - Mr. le Comte de Choiseul  
 1798. - Mr. le Comte de Choiseul  
 1799. - Mr. le Comte de Choiseul



## Liste des Intendants

1707. - Mr. Mithou  
1722. - Mr. de Moutholon  
1730. - Mr. Duclou  
1736. - Mr. de la Chapelle  
1739. - Mr. Maillart  
1752. - Mr. de la Porte-la-Lanne  
1758. - Mr. Lamberet  
1759. - Mr. de Clugny  
1764. - Mr. Magon  
1766. - Mr. de Bongay  
1771. - Mr. Vincent de Montarcher  
1774. - Mr. de Vairnes



1  
Au mois de janvier 1685, Colbert présentait à Louis XIV, pour être promulguée, une ordonnance permettant l'établissement d'une Compagnie de commerce. Cette Compagnie était composée, à l'exclusion de tous autres sujets du roi, de gentilshommes <sup>qui avaient spécialement déjà spécialisés dans les</sup> choisies affaires coloniales. Pleins pouvoirs leur avaient été donnés pour traiter es côtes de l'Afrique ... et faire le commerce des nègres. Défense formelle était faite à tous autres sujets du roi de négocier ni de transporter aucuns nègres des dits pays d'Afrique aux îles, sous peine de dommages et intérêts, de confiscation des vaisseaux au profit de la Compagnie, et de trois mille

lions d'amende.

« Nous permettons à la dite Compagnie, disait l'ordonnance royale, de faire avec les noirs tel traité de commerce qu'elle avisera. »

Quatre et un ans après la promulgation de cette ordonnance, — qui accordait tout de privilèges à un groupe de courtisans, — Philippe d'Orléans (le Régent) se signala par son opposition, ou plutôt sa réaction contre le gouvernement absolu de Louis XIV. En 1716, cédant à la demande générale, et croyant pouvoir compter sur les sentiments humanitaires des <sup>notables</sup> ~~bourgeois~~, le Régent permit le libre commerce des nègres.



« Les négociants de notre royaume ayant représenté qu'il convenait au bien du commerce en général, et en particulier à l'augmentation des îles françaises en Amérique, que le commerce de la côte de Guinée fut libre.... Et voulant procurer à nos sujets le nombre de nègres nécessaires pour entretenir et augmenter la culture de leurs terres... Nous avons permis et permettons à tous négociants à l'avenir de faire librement le commerce des nègres. »

Peu de temps après, ~~cette concession~~ <sup>un arrêt du</sup> ~~24 septembre 1730~~ <sup>24 septembre 1730</sup> ~~abrogeait~~ <sup>ordonnance</sup>. <sup>Duquel on fut obligé d'insister</sup>  
 de négocier <sup>à l'ancienne organisation de Louis XIV.</sup> Mais les négociants s'élevèrent avec une telle insistance, leurs remontrances furent si violentes que le Roi dut céder en faveur de la liberté de la traite. Dans la même circonstance que les nouveaux traitants payaient au Roi comme impôt, la même somme que les agents de la Compagnie des Indes payaient autrefois. ~~(arrêté du 30 juillet 1764)~~  
 Et puis à cela, il faut <sup>ajouter</sup> les nouvelles conditions imposées aux traitants : contrôle des vaisseaux négriers, noms et monnaie des personnes faisant la traite. (Arrêt du 30 juillet 1764). Les abus ne cessaient pas. Le Ministère de la Marine ne put pas contrôler l'énorme quantité d'esclaves que les capitaines négriers transportaient à Saint Domingue.



et ailleurs. Il fut impossible de fixer, à chaque négociant, le nombre de nègres à acheter en Afrique. Des quantités considérables d'Africains furent vendues clandestinement à Port-au-Prince, au Cap, à Port de Paix, etc.

L'ordonnance du 24 Mai 1784 ne limita pas non plus le commerce des esclaves. On continua le trésor comme avant. Des goélettes contrebandières entraient la nuit dans les anses peu fréquentées et y introduisaient leurs cargaisons.

Ce ne sera qu'en 1794 que le commerce <sup>des Africains,</sup> <sup>illégitime ou non,</sup> des Africains prendra fin. En 1794, en effet, la Convention Nationale décrétait pour acclamation l'abolition complète de l'esclavage.



Après avoir établi leur domination, à l'île de la Tortue d'abord, et, ensuite, sur les côtes nord et sud de Saint Domingue, les flibustiers et les boucaniers abandonnèrent leurs conquêtes à la France métropolitaine. <sup>C'était pour avoir</sup> ~~pour avoir~~ appui et secours contre les Espagnols, les Hollandais et les Anglais.

La Tortue et Saint Domingue furent exploitées, jusqu'en 1724, par des Compagnies munies de privilèges très étendus. Ces Compagnies étaient propriétaires du sol. Elles avaient le monopole du commerce et le droit de nommer des gouverneurs particuliers. " Pour se rendre maître de la mer, écrit Richelieu dans son Testament politique, il faut voir comme nos voisins s'y gouvernent, faire de grandes Compagnies, obliger les marchands s'y entrer, leur donner de grands privilèges comme ils font. » Les successeurs du grand et terrible Caudebec, aussi passionnés de colonisation que lui, et voulant étendre un immense empire outre-mer, avaient ~~porté~~ <sup>apporté</sup> le système des ~~Compagnies~~ <sup>Compagnies</sup> à Saint Domingue et ailleurs.

Compagnies, avec privilèges et monopoles. A Saint Domingue, comme sur le continent américain et dans les petites Antilles, les Compagnies étaient propriétaires absolues et souveraines de tout le territoire où s'exerçaient leurs privilèges. Elles étaient qualifiées de primes considérables pour tout ce qu'elles exportaient ou importaient.



1 Les villes de Saint Domingue étaient  
censées riches, mais pas comme les  
autres de gens s'occupant  
des leurs traits de ... ou s'amusant  
à représenter sur le théâtre l'industrie  
des autres le choix ne venait pas de là  
ou ne comptait pas, comme aujourd'hui  
sur les gens de la campagne surtout  
pour fournir à l'industrie et à la  
subsistance de tout le monde.

Les villes étaient transformées en magasins  
et en entrepôts.

Il n'y avait que des artisans, quelques  
indemnes et il y avait aussi des  
jupes, des producteurs, des guerriers, des  
notables, des militaires, des médecins, des  
soldats et des prêtres. Des fonctionnaires  
ou bureaucrates. Mais pas de beaux  
esprits distingués sur ...

La ville de Cayenne est un état  
relatif au sucre en café, en indigo  
et aux gens qui la cultivent; tout le



2 monde y est occupé.

Les places vacantes sont sur le  
champ remplies par les arrivants  
de France qui se présentent  
pêle-mêle, sans, mauvais, médions  
et s'insistent au premier poste.  
Une troupe de mécontents s'agitent  
et intriguent pour y arriver;  
l'homme qui demande une place  
d'écurie se fait indifféremment  
écouter ou pousser.

J'ai vu un prêtre (en 1791) qui  
avait été curé au Cap, se faire  
donner la même ville archêve de la  
même année et ensuite marchand  
grainier; il était de plus moine  
et gentilhomme; il fut reconnu  
dans sa boutique par un supérieur  
de sa mission.

Le gentilhomme, l'officier réformé,  
le curé, le marchand qui  
est le cas de ~~l'abbé~~ de l'abbé (P. de l'abbé)



3 / manquent de ressources en France  
et qui viennent en chercher à  
Saint-Domingue y deviennent tout  
ce qu'il en veut, tout ce que les  
circonstances lui permettent d'être.  
Il n'est pas rare de voir un  
jeune de mère chez un habitant  
porter un nom distingué.

J'ai vu le neveu d'un homme  
illustre se trouver trop heureux  
de trouver une place d'huissier,  
et n'était pas un mauvais sujet  
mais un homme assés par la vertu.  
L'homme de couleur se fait  
respectueux, <sup>(1)</sup> régulier ou même d'un  
motiver. L'honnête bourgeois a  
des règles tout à fait et veut en  
faire à toute la société. Un autre  
ne voudrait pas d'être pauvre.  
L'artisan qui a fait fortune quitte  
sa ville et sa boutique, achète une

(1) M. de Bellin, par exemple



↓ Habitation et de venir un homme  
considérable qu'il serait ridicule  
et dangereux même de traiter  
comme un artisan.

Tel homme a commencé par  
vendre de l'affumette, puis, au bout  
de dix ans, se trouve propriétaire  
d'un magasin de cent mille écus...

Tel est le tableau d'une ville de  
Saint-Dominique. On n'y voit point  
d'hommes avis à son foyer, traitant  
avec intérêt de sa ville, de sa  
pauvreté, de sa maison et de ses  
francs. On n'y voit que des auberges  
et des voyageurs. Entre deux lieux  
maison, elle ne sait ni commander  
ni obéir : "il n'en ont point le  
temps, ce n'est pas la même  
voilà leur langage. Est-il question  
d'un bâtiment, d'une machine,  
d'une transaction, d'un acte de  
commerce, d'un règlement de  
compte?"



5 rien n'est fini, rien ne porte  
l'impression de la patience et de  
l'attention. La plupart des acts  
sont vicieux et imparfaits et  
fournissent matière à des faux  
sens et à des erreurs qui souvent mal  
instantanément sont quelquefois mal jugés.

Pas d'esprit de famille comme  
en France, pas d'esprit de corps.  
Les moeurs locales sont autres.  
Les avoués changent en moins  
de dix années. Ils sont différents  
de qu'il y aurait été. Tous pratiquent  
sans famille, sans moyens déterminés  
mais prêts à saisir tous les projets,  
sans les moyens.  
Il n'y a que mentalement et  
idéalement

Les vices, les voluptés sont mises  
ou est occupé ou l'un des deux de l'autre.  
La cupidité pousse les gens à la malice  
l'un de l'autre. On se hait, on se



6 divise mais au la. l'asoc. noie.

R d r

La voit au lieu de l'essime paroissiale  
de beaucoup. Le jour de fête il y  
établit un marché où les esclaves  
font un petit commerce de denrées  
qui leur sont propres, de leurs  
volailles, de leurs fruits au pommier  
sable.

Les acheteurs doivent leur payer  
esclaves et le valent à contribution.  
Soleurs, nécessaires.



« S'aliéner le concours des Etats-Unis auxquels il ne devait rien, il oublia les bienfaits haïtiens. La diplomatie ne fit pas le moindre effort pour combattre les objections de Washington. Elle eut invité les autres Etats et ignora purement et simplement la patrie de Pétion! »

Abel N. Léger. -

(Histoire Diplomatique d'Haïti  
publiée par la Revue de la Ligue) -



Du même auteur:

- 1 - Code civil d'Haïti annoté. ✓
- 2 - Le Dictionnaire de la 2<sup>me</sup> Conférence de la Paix. ✓
- 3 - La codification du droit des États en Amérique. ✓
- 4 - Le droit international privé d'après les travaux de la Commission internationale des juristes américains.
- 5 - Projet de codification américaine du droit international public américain.
- 6 - Histoire diplomatique d'Haïti. ✓
- 7 - Les Pandectes Haïtiennes.
- 8 - Impremion d'ouk-mes. ✓



à discussions provoquées, au Parlement américain, par la demande de crédits pour l'envoi des délégués. Notre participation, remise sur le tapis, déclencha des débats orageux (7).

Le parti de l'opposition, comprenant les hommes politiques des États du Sud, agita la question de préjugés. « Je voudrais voir les Députés que nous recevrons de ces pays-là », s'écria John Randolph, Sénateur de la Virginie, quel sera leur caractère, quelle est leur couleur ? - Le débat s'anima tellement

Clay et Randolph qu'on en vint aux violences de langage et un duel entre les deux orateurs fut la conséquence de ces discussions parlementaires. Les crédits furent néanmoins votés, mais, coïncidence peut-être voulue, les délégués arrivèrent à Panama, alors que le Congrès s'était déjà ajourné !

« Ainsi donc, les hommes politiques de l'Amérique du Nord oublièrent volontiers que ceux qu'ils ne voulaient pas voir, à raison de leur couleur, avaient lutté côte à côte avec eux, avaient versé leur sang à Savannah pour la belle Cause de l'émancipation américaine.

« Que de nous voir assister à la Conférence de Panama, destinée à consolider la doctrine Monroe, ils préférèrent en ruiner le principe. Bolivar se montra encore plus ingrat. Pour ne pas

7) John W. Foster, A century of American Diplomacy. p. 453



en profiter même pour entamer des relations officielles avec nous, à plus forte raison il incombait à la Chancellerie de Washington, qui poursuivait l'aneantissement de l'influence européenne dans le nouveau Continent, de saisir à son tour la première occasion de fournir un appui moral à la petite nationalité des Antilles.

« Les Etats-Unis, bien que témoins du légitime mécontentement des Haïtiens, nous marquèrent une très vive hostilité, sous prétexte des ambiguïtés de l'instrument diplomatique accepté par Boyer. Le Message présidentiel du 6 décembre 1825, au lieu de recommander notre admission au rang de nation indépendante, blâmait en termes très peu protocolaires notre «désir anxieux d'obtenir une reconnaissance nominale», d'accepter une indépendance fictive », marquait un vif dépit «des conditions écrasantes» que nous avions acceptées, des «privileges commerciaux exclusifs» que nous accordions «aux détriments de toutes les autres nations». Et on nous signifiait sans ambages que de telles «concessions à toute Puissance Européenne étaient incompatibles avec l'indépendance déclarée et maintenue» (1)

1) ~~Richardson~~ Richardson, Messages and papers of the President, t. II, p 302.



« Le Département d'Etat ne se borna pas aux menaces platoniques et à une critique pour la forme de la conduite du successeur de Pétion; ~~et~~ il s'employa activement, dans les pourparlers préliminaires du Congrès de Panama, à nous discréditer et à nous faire exclure de la première réunion des Républiques libres de ce continent, nous, les premiers champions de cette liberté, les premiers apôtres de l'indépendance de l'Amérique latine!

« Au programme de non-intervention des Etats-Unis, Bolivar rêvait en effet, dès 1824, après ses victoires dans le Pérou et le Haut-Pérou, de substituer une alliance effective, d'organiser une armée et une marine alliées, de créer des Etats-Unis au sud, comme au Nord. Il avait convoqué les nouveaux Etats de l'Amérique à envoyer des délégués à Panama. Le triomphe de cette Conférence aurait amené le recul de l'Europe en deçà de l'Atlantique.

« Mais la question de la condition politique de la République d'Haïti, soulevée à Washington par le Ministre de Colombie, suscita la colère du Département d'Etat. M. Clay, le chef de la Diplomatie nord-américaine, se récria vivement contre notre admission au Congrès. Une telle mesure consacrerait la reconnaissance de notre



« l'indépendance, ce qu'il ne fallait pas, disait-il, puisque « nous avions accepté de la France une souveraineté nominale, accordée par un prince étranger, avec octroi d'avantages commerciaux exclusifs de notre part, et sous des conditions convenables à un état de vasselage colonial, et ne laissant de l'indépendance rien que le nom » . - Il annonça d'ailleurs catégoriquement que les Délégués des Etats-Unis avaient pour instructions de faire accueillir ces vues à Panama et de ne souscrire à aucun arrangement que l'on voudrait prendre contrairement à cette politique (1)

« Le Gouvernement de Washington se saisissait donc de l'ordonnance de Charles X pour nous écarter de la famille des Nations. Bien entendu, ce n'était là qu'un prétexte, car plus tard, quand Boyer obtiendra un traité donnant pleine satisfaction au peuple haïtien, et ruinant ipso facto les arguments de la Chancellerie des Etats-Unis, nous ne verrons pas celle-ci penser, en 1838, à réparer son injustice de 1825.

« Le vrai motif de notre exclusion de la réunion de Panama vit le jour dans les

1) Richardson, II p. 336.